

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

Supplément spécial N° 153

OCTOBRE 1936

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-septième session ordinaire
(du 21 septembre au 10 octobre 1936).

Genève, 1936

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

Special Supplement No. 153

OCTOBER 1936

RÉSOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Seventeenth Ordinary Session
(from September 21st to October 10th, 1936).

Geneva, 1936

LEAGUE

O.J. Sp. Suppl.

153

70562

LEAGUE

O.J.sp.suppl.153
070562

LES ACTES DE LA DIX-SEPTIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1937. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète : Fr. 40.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la dix-septième et la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée.

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais) ; il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1936) (y compris l'Index) . . .	Fr. 75.—
1 ^{re} Année (1920)	» 15.—
2 ^{me} » (1921)	» 15.—
3 ^{me} » (1922)	» 60.—
4 ^{me} » (1923)	» 60.—
5 ^{me} » (1924)	» 60.—
6 ^{me} » (1925)	» 60.—
7 ^{me} » (1926)	» 60.—
8 ^{me} » (1927)	» 60.—
9 ^{me} » (1928)	» 60.—
10 ^{me} » (1929) <i>et seq.</i> (y compris l'Index) . . .	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet.

RESUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en cinq éditions : française, anglaise, allemande, espagnole et italienne.

Abonnement annuel (édition française, allemande, espagnole ou italienne) . . . frais d'envoi compris	Fr. suisses	5.—
(édition anglaise)	» »	10.—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-septième session ordinaire,

du 21 septembre au 10 octobre 1936.

TABLE DES MATIÈRES.

Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa dix-septième session ordinaire, du 21 septembre au 10 octobre 1936.

	Pages
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :	
1. Vérification des pouvoirs	5
2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour	5
3. Nomination du Bureau	5
II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION :	
1. Règlement intérieur de l'Assemblée	9
2. Composition du Conseil : Création provisoire de deux nouveaux sièges non permanents	10
3. Cour permanente de Justice internationale :	
Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection aux trois sièges laissés vacants par M. Walther Schücking, M. Frank B. Kellogg et M. Wang Chung-Hui	11
Participation à l'élection des juges d'un Etat non membre de la Société, partie au Statut de la Cour	11
4. Convention sur la nationalité signée le 26 décembre 1933 à la septième Conférence internationale des Etats américains	11
5. Répression internationale du terrorisme	12
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :	
1. Travaux de l'Organisation d'hygiène	13
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit	14
3. Questions économiques et financières	14
4. Alimentation	16
5. Constitution et fonctionnement des commissions de la Société des Nations	18
V. RÉOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION :	
Réduction et limitation des armements	19

	Pages
VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION :	
1. Questions financières	20
2. Contributions arriérées	24
3. Répartition des dépenses de la Société	25
4. Composition de la Commission de contrôle	25
VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :	
1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles	27
2. Traite des femmes et des enfants	28
3. Protection de l'enfance	29
4. Questions pénales et pénitentiaires	29
5. Assistance aux étrangers indigents	30
6. Union internationale de secours	30
VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :	
1. Mandats	32
2. Travaux de l'Organisation de coopération intellectuelle	32
3. Assistance internationale aux réfugiés	36
IX. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE :	
Mise en œuvre des principes du Pacte de la Société des Nations et problèmes s'y rattachant	40
X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :	
1. Commission d'étude pour l'Union européenne	41
2. Constitution d'une Commission générale spéciale pour la question de la mise en œuvre des principes du Pacte de la Société des Nations et les problèmes s'y rattachant.	41
XI. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE :	
Election des successeurs de MM. Walther Schücking, Frank B. Kellogg et Wang Chung-Hui	42
XII. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL	43
XIII. ELECTION DE DEUX NOUVEAUX MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL	43

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-septième session ordinaire, du 21 septembre au 10 octobre 1936.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

L'Assemblée a nommé une Commission de vérification des pouvoirs qui a été constituée comme suit :

M. TUDELA (Pérou), *président* ;
M. EDEN (Royaume-Uni) ;
M. LITVINOFF (Union des Républiques soviétiques socialistes) ;
M. DELBOS (France) ;
M. OSUSKÝ (Tchécoslovaquie) ;
M. POLITIS (Grèce) ;
M. RÜSTÜ ARAS (Turquie) ;
M. JORDAN (Nouvelle-Zélande) ;
M. LIMBURG (Pays-Bas).

La Commission a soumis trois rapports à l'Assemblée, qui les a approuvés.

[Séances du 21 septembre (après-midi), du 23 septembre (après-midi)
et du 8 octobre (après-midi) 1936.]

2. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

M. BECK (Pologne), *président* ;
M. PFLÜGL (Autriche) ;
M. BOURQUIN (Belgique) ;
M. QUO Tai-Chi (Chine) ;
M. PAUL-BONCOUR (France) ;
M. FRANÇOIS (Pays-Bas) ;
M. BENAVIDES (Uruguay).

[Séance du 22 septembre 1936 (matin).]

3. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la dix-septième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

- a) Le président de l'Assemblée ;
- b) Les six vice-présidents élus par l'Assemblée ;

c) Les présidents des sept commissions générales de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;

d) Le président de la Commission de l'ordre du jour ;

e) Le président de la Commission de vérification des pouvoirs.

a) *Président.*

M. Carlos SAAVEDRA LAMAS (République Argentine) a été élu président de l'Assemblée durant sa dix-septième session ordinaire.

[Séance du 21 septembre 1936 (après-midi).]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée.*

Les premiers délégués de la France, du Royaume-Uni, de la Yougoslavie, du Canada, de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Italie.

[Séance du 24 septembre 1936 (après-midi).]

c) *Présidents des commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée.*

M. LIMBURG (Pays-Bas), M. VAN LANGENHOVE (Belgique), M. LANGE (Norvège), M. GUANI (Uruguay), M. SCHMIDT (Estonie), M. MOTTA (Suisse), M. BRUCE (Australie).

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa troisième séance, M. BECK (Pologne), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau.

[Séance du 22 septembre 1936 (matin).]

e) *Président de la Commission de vérification des pouvoirs.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa troisième séance, M. TUDELA (Pérou), président de la Commission de vérification des pouvoirs, a été nommé membre du Bureau.

[Séance du 22 septembre 1936 (matin).]

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé six commissions générales et une Commission générale spéciale.

[Séances du 22 septembre (matin), du 1^{er} octobre (matin)
et du 8 octobre (après-midi) 1936.]

Les diverses commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée :

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

1. Règlement intérieur de l'Assemblée.
2. Composition du Conseil : création provisoire de deux nouveaux sièges non permanents.
3. Cour permanente de Justice internationale :
 - i) Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection aux trois sièges laissés vacants par M. Schücking, M. F. B. Kellogg et M. Wang Chung-Hui ;
 - ii) Participation à l'élection des juges d'un Etat non membre de la Société, partie au Statut de la Cour.
4. Convention sur la nationalité, signée le 26 décembre 1933 à la septième Conférence internationale des Etats américains.
5. Répression internationale du terrorisme.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières.
4. Alimentation.
5. Constitution et fonctionnement des commissions de la Société des Nations.

Troisième Commission (Réduction des armements).

Réduction et limitation des armements.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Questions financières.
2. Contributions arriérées.
3. Répartition des dépenses de la Société.
4. Composition de la Commission de contrôle.

Cinquième Commission (Questions sociales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Traite des femmes et des enfants.
3. Protection de l'enfance.
4. Questions pénales et pénitentiaires.
5. Assistance aux étrangers indigents.
6. Union internationale de secours.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, etc.).

1. Mandats.
2. Travaux de l'Organisation de coopération intellectuelle.
3. Assistance internationale aux réfugiés.

Commission générale spéciale.

Mise en œuvre des principes du Pacte de la Société des Nations et problèmes s'y rattachant.

III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

I. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

I.

L'Assemblée décide de maintenir, pour la session de 1937 de l'Assemblée, la règle visant la convocation de la Commission des finances (quatrième Commission), établie à titre d'essai par la résolution de l'Assemblée du 11 octobre 1933. Cette règle est ainsi conçue :

« Le Président du Conseil, après avoir consulté le président de la Commission de contrôle, pourra convoquer la Commission des finances pour une date antérieure de huit jours au plus à la première séance de la session ordinaire de l'Assemblée. Elle sera composée des représentants accrédités à cet effet par les Membres de la Société. Elle désignera son président, qui deviendra par là membre du Bureau de l'Assemblée aux termes de l'article 7 du Règlement intérieur. La constitution de la Commission sera communiquée à l'Assemblée lors de la première séance plénière de l'Assemblée. »

II.

L'Assemblée décide d'amender son Règlement intérieur comme suit :

1^o Le paragraphe 3 de l'article 5 est amendé de la façon suivante :

« 3. Une Commission de vérification des pouvoirs, composée de neuf membres, est élue par l'Assemblée sur la proposition de la Présidence. Elle nomme son président et son vice-président et fait immédiatement son rapport. »

2^o Le paragraphe 1 de l'article 7 est amendé comme suit :

« 1. Le Bureau de l'Assemblée est composé du Président de l'Assemblée, de huit vice-présidents, ainsi que des présidents des commissions générales, du président de la Commission de l'ordre du jour et du président de la Commission de vérification des pouvoirs.

« L'Assemblée peut décider d'adjoindre au Bureau les présidents d'autres commissions de l'Assemblée et, à titre exceptionnel, d'autres membres. »

Les paragraphes 2, 3 et 4 ne sont pas modifiés.

3^o Un nouvel article à insérer, portant le numéro 7 a), est ainsi conçu :

« 1. Une Commission de l'ordre du jour est constituée au début de chaque session. Elle comprend sept membres, qui sont nommés par l'Assemblée sur la proposition du président.

« 2. La Commission élit son président et son vice-président.

« 3. La Commission examine les demandes d'inscription de questions nouvelles à l'ordre du jour de l'Assemblée. Elle fait à ce sujet un rapport à l'Assemblée.

« 4. Les propositions tendant simplement au renvoi à une commission générale d'éléments du rapport sur l'œuvre de la Société sont décidées par l'Assemblée sans renvoi préalable à la Commission de l'ordre du jour. »

III.

A titre d'essai, l'Assemblée adopte la procédure suivante, laquelle, sauf décision contraire qui pourrait être prise dans l'intervalle, s'appliquera jusqu'à l'expiration de la session ordinaire de 1939.

« Article 7 b).

« 1. L'Assemblée constitue au début de chaque session un comité de onze membres, auquel est confiée la tâche de présenter des candidatures pour toute élection à des fonctions qui confèrent un siège au Bureau.

« 2. Le président provisoire de l'Assemblée fait à celle-ci des propositions quant à la composition de ce comité.

« 3. Les membres de l'Assemblée et des Commissions conservent la liberté de voter pour d'autres personnes que celles proposées par le Comité. »

[Résolutions adoptées le 10 octobre 1936 (matin.)]

2. COMPOSITION DU CONSEIL : CRÉATION PROVISOIRE DE DEUX NOUVEAUX SIÈGES NON PERMANENTS¹.

L'Assemblée,

Ayant examiné le rapport du Comité chargé d'étudier la composition du Conseil (document A.9.1936.V.) :

Approuve la recommandation du Comité tendant à la création provisoire de deux nouveaux sièges non permanents au Conseil et déclare, en conséquence, qu'il est désirable que, pour la période commençant lors de l'élection des Membres non permanents du Conseil, à la session de l'Assemblée de 1936, et prenant fin lors de l'élection desdits Membres non permanents, en 1939, le nombre des sièges non permanents au Conseil soit provisoirement porté à onze ;

Et considérant que, de l'avis conforme du Comité chargé d'étudier la composition du Conseil, « il serait regrettable d'ajourner, plus qu'il n'est indispensable, une solution définitive des problèmes se rattachant à la composition du Conseil » :

Emet le vœu que le Conseil institue et convoque, dès que les circonstances le permettront, un comité restreint d'experts chargé de formuler des propositions à ce sujet.

L'Assemblée invite le Secrétaire général à porter cette résolution à la connaissance du Conseil.

[Résolution adoptée le 1^{er} octobre 1936 (matin).]

* * *

Le 2 octobre 1936, le Conseil a adopté une résolution créant, à titre provisoire, deux nouveaux sièges non permanents au Conseil, conformément aux termes de la résolution ci-dessus. Le 3 octobre 1936, l'Assemblée a approuvé la résolution du Conseil, ainsi que l'exige l'article 4 du Pacte, et a procédé le 8 octobre 1936 à l'élection des deux nouveaux Membres non permanents¹.

¹ Voir page 43.

3. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

- i) *Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection aux trois sièges laissés vacants par M. Walther Schücking, M. Frank B. Kellogg et M. Wang Chung-Hui*¹.
- ii) *Participation à l'élection des juges d'un Etat non membre de la Société, partie au Statut de la Cour.*

I.

L'Assemblée, se ralliant à la proposition du Conseil², décide :

Qu'il sera pourvu aux sièges rendus vacants par le décès de M. Schücking et par la démission de M. Kellogg au moyen d'une élection au scrutin de liste, les candidats désignés pour ces sièges étant seuls éligibles, et qu'il sera procédé à une élection séparée pour pourvoir le siège rendu vacant par la démission de M. Wang, les candidats désignés pour ce siège étant seuls éligibles.

II.

L'Assemblée,

Vu les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 du Statut révisé de la Cour permanente de Justice internationale ;

Vu la proposition du Conseil² ;

Décide :

1. Que, si un Etat non membre de la Société et partie au Statut de la Cour signale au Secrétaire général son désir de participer à l'élection des membres de la Cour, cet Etat sera de plein droit admis à prendre part au vote au sein de l'Assemblée.

2. A titre provisoire et sans préjuger aucun principe, qu'à toute élection des membres de la Cour qui aura lieu avant le 1^{er} janvier 1940, l'Allemagne, le Brésil et le Japon, en tant qu'Etats non membres de la Société, mais parties au Statut de la Cour, seront, s'ils en signalent le désir au Secrétaire général, admis à voter également au Conseil.

3. Le Secrétaire général est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour permettre aux Etats qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, ne sont pas membres de la Société des Nations de participer aux élections.

[Résolutions adoptées le 3 octobre 1936 (matin).]

4. CONVENTION SUR LA NATIONALITÉ SIGNÉE LE 26 DÉCEMBRE 1933 A LA SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ETATS AMÉRICAINS.

L'Assemblée,

Après avoir examiné le point de son ordre du jour concernant la Convention sur la nationalité signée le 26 décembre 1933 à la Conférence des Etats américains à Montevideo ;

¹ Pour les résultats des élections auxquelles le Conseil et l'Assemblée ont procédé le 8 octobre 1936, voir page 42.

² Résolution adoptée par le Conseil le 25 septembre 1936.

Consciente de l'importance que revêt pour beaucoup d'Etats la question de la naturalisation dans les rapports entre Etats :

Signale aux Membres de la Société des Nations que la Convention de Montevideo est ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

5. RÉPRESSION INTERNATIONALE DU TERRORISME.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du deuxième rapport du Comité pour la répression internationale du terrorisme et des deux projets de convention qui y sont annexés (document A.7.1936.V) ;

Reconnaissant l'intérêt que présente pour la consolidation de la paix la conclusion d'une convention concernant la prévention et la répression du terrorisme ;

Considérant toutefois que les réponses des gouvernements relativement au projet élaboré par le Comité (documents A.24.1936.V et A.24(a).1936.V) et les discussions au sein de la première Commission ont fait apparaître pour certains gouvernements des incertitudes qu'il importe de dissiper :

Emet l'avis que la convention envisagée, en s'inspirant du principe qu'il est du devoir de tout Etat de s'abstenir de toute intervention dans la vie politique d'un Etat étranger, doit avoir principalement pour objet :

1) D'interdire toute préparation et exécution des attentats terroristes dirigés contre la vie et la liberté des personnes participant au fonctionnement des pouvoirs ou des services publics étrangers ;

2) D'assurer la prévention efficace de pareils attentats et notamment d'établir une collaboration en vue de faciliter la prompt découverte des actes préparatoires ;

3) D'assurer la répression des attentats présentant un caractère terroriste proprement dit et comprenant un élément international à raison, soit du lieu de leur préparation ou de leur exécution, soit de la nationalité de leurs participants ou de leurs victimes ;

Constata que certains gouvernements ont contesté l'opportunité de la création d'une cour pénale internationale, mais que le jugement des coupables par une telle juridiction a été estimé par d'autres gouvernements comme une alternative préférable, dans certains cas, à l'extradition ou à la mise en jugement, et qu'à ce titre la deuxième convention a été considérée par ces derniers gouvernements comme présentant une utilité, si même elle n'est pas susceptible d'acceptation générale ;

Exprime le vœu que le Comité veuille bien revoir ses conclusions en ce qui concerne les deux projets qu'il a préparés en s'aidant des observations contenues dans les réponses des gouvernements ou formulées au cours des discussions, afin qu'une conférence diplomatique soit convoquée par le Conseil en 1937.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

I.

L'Assemblée,

Constatant l'utilité des études de l'Organisation d'hygiène sur l'habitation urbaine et rurale :

Estime qu'il y aurait avantage à en étendre la portée, de façon à envisager dans leur ensemble les divers aspects de ce problème ;

Prie le Conseil d'inviter le Comité économique, le Comité financier, le Comité d'hygiène et le Bureau international du Travail, à instituer une collaboration appropriée en vue de présenter un rapport d'ensemble à la prochaine Assemblée ordinaire. Ce rapport tiendrait compte de la documentation dont l'Organisation d'hygiène dispose déjà et contiendrait, le cas échéant, des propositions visant un plan d'études ultérieures.

II.

L'Assemblée,

Ayant examiné la proposition présentée par les délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de la République Dominicaine, de l'Equateur, de l'Espagne, de Haïti, du Mexique, du Panama, des Pays-Bas, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela tendant à la convocation d'une conférence d'hygiène rurale pour les pays d'Amérique :

Estime qu'en raison du caractère universel des activités techniques de la Société des Nations, il y aurait tout avantage à donner suite à cette proposition ;

Prie le Conseil d'examiner, avec le concours des Organisations techniques compétentes et du Bureau international du Travail, la possibilité de la réaliser à une date permettant de préparer la Conférence de façon appropriée.

III.

L'Assemblée,

Constatant que l'œuvre de l'Organisation d'hygiène s'inspire du souci de contribuer au relèvement du niveau de la santé générale parmi les populations urbaines et rurales des divers continents, et qu'elle se préoccupe de collaborer à la solution des problèmes les plus actuels d'hygiène et de protection sociale :

Approuve les travaux de l'Organisation d'hygiène ;

Approuve les conclusions du rapporteur,

Et renvoie à l'examen du Comité d'hygiène les suggestions énoncées dans son rapport (document A.61.1936.III).

[Résolutions adoptées le 8 octobre 1936 (après-midi).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée,

Prend acte de l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit au cours de l'année 1935/36 ;

Apprécie hautement les résultats obtenus dans les divers domaines d'activité de cette organisation, dont elle approuve les travaux ;

Adopte les conclusions de la deuxième Commission et renvoie à l'examen de l'Organisation des communications et du transit les suggestions énoncées dans le rapport du rapporteur (document A.78.1936.VIII).

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

I.

L'Assemblée,

Prenant acte avec satisfaction de la déclaration commune des Gouvernements de la France, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, en date du 26 septembre 1936, et des adhésions que plusieurs Etats lui ont immédiatement données ;

Reconnaissant que cette déclaration est en harmonie avec les recommandations formulées par le Comité économique de la Société des Nations dans son récent rapport sur l'état actuel des relations économiques internationales (document C.378.M.249.1936.II.B) ;

Considérant qu'une politique concordante ayant pour objet de rétablir un équilibre durable entre les économies des divers pays, de créer des fondations plus solides pour la stabilité des relations économiques et de favoriser le commerce international, contribuerait efficacement à la consolidation de la paix, à la restauration de l'ordre international, au développement de la prospérité dans le monde et à l'amélioration du niveau de vie des peuples :

Affirme le désir général des Etats membres de la Société de poursuivre la réalisation de ces objectifs et invite tous les Etats, qu'ils soient ou non membres de la Société, à prêter une pleine coopération à cet effet ;

Recommande instamment à tous les Etats, comme condition essentielle du succès final, d'organiser aussitôt que possible une action décidée et continue afin d'assurer l'application de la politique indiquée ci-dessus, de réduire les obstacles excessifs au commerce international et aux communications, et particulièrement, d'atténuer, en vue de leur abolition aussi proche que possible, les régimes actuels de contingents et de contrôle des changes.

II.

L'Assemblée,

Considérant que le moment est maintenant venu où une discussion et une enquête sur la question de l'égalité d'accès commercial, pour toutes les nations, à certaines matières premières peuvent être utilement entreprises avec la collaboration des principaux Etats, membres et non membres de la Société des Nations, spécialement intéressés en cette matière :

Décide d'inviter le Conseil, quand il le jugera bon, à instituer une Commission composée, dans les proportions convenables, de membres du Comité économique et du Comité financier de la Société des Nations, ainsi que d'autres personnes qualifiées, quelle que soit leur nationalité, en vue d'entreprendre l'étude de cette question et de faire rapport à son sujet ;

Reconnaît que le choix des matières premières à prendre en considération devrait être laissé à la discrétion de l'organisme ainsi constitué ;

Estime que la participation aux travaux de ladite Commission, de ressortissants d'Etats spécialement intéressés, non membres aussi bien que membres de la Société des Nations, serait désirable ;

Suggère que le Conseil tienne compte de cette considération en prenant sa décision, Et charge le Secrétaire général de communiquer la présente résolution aux gouvernements des Etats non membres.

III.

L'Assemblée,

Considérant que les efforts tendant à atténuer les obstacles à la circulation internationale des capitaux ne doivent pas avoir pour effet de développer la fraude fiscale ;

Constatant, d'autre part, que la double imposition constitue à la fois une des causes de la fraude fiscale et un sérieux obstacle au développement des relations économiques et financières internationales ;

Constatant que seule une action d'ensemble, fondée sur des accords précis de coopération internationale, peut assurer l'assiette exacte et la répartition équitable des impôts :

Invite le Comité fiscal à poursuivre activement ses travaux en vue d'éviter, dans toute la mesure du possible, la double imposition, et aussi ceux relatifs à l'assistance fiscale internationale afin de promouvoir des solutions pratiques susceptibles de réprimer autant que possible la fraude fiscale.

IV.

Considérant que le développement des échanges internationaux ne saurait prendre son plein essor que s'il se produit simultanément dans tous les domaines, à savoir non seulement dans le commerce international des marchandises, mais aussi dans la circulation des capitaux et des hommes ;

Considérant que les migrations sont actuellement arrêtées :

L'Assemblée,

Prend acte avec satisfaction qu'une Commission des migrations instituée au sein de l'Organisation internationale du Travail a été convoquée pour le mois de novembre, pour s'occuper de certains aspects de ce grave problème ;

Exprime la conviction que cette Commission, ainsi que le Bureau international du Travail, élaboreront des suggestions pratiques et susceptibles d'être mises en application immédiate, de manière à faciliter la solution des problèmes économiques et sociaux ci-dessus mentionnés ;

Invite le Conseil à se préoccuper de suivre les travaux de ladite Conférence et à maintenir à ce sujet le contact avec l'Organisation internationale du Travail, afin que les organes compétents de la Société des Nations puissent, le cas échéant, apporter leur contribution à cette œuvre ;

Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session ordinaire le problème de l'émigration.

[Résolutions adoptées le 10 octobre 1936 (après-midi).]

4. ALIMENTATION.

I.

L'Assemblée,

Ayant examiné le rapport préliminaire du Comité mixte pour l'alimentation (document A.12.1936.I.B),

Prenant acte des suggestions qu'il contient :

Décide, en vue d'appuyer les efforts tendant à fournir aux populations un approvisionnement approprié en aliments nécessaires et notamment en aliments protecteurs, d'adresser aux gouvernements les recommandations suivantes :

1° Encourager et appuyer par tous les moyens l'étude scientifique des problèmes de l'alimentation, afin de déterminer le régime optimum pour chaque pays, en tenant compte des différences de structure économique, de climats et de sources d'approvisionnement ;

2° Prendre toutes mesures afin que les connaissances les plus récentes en matière d'alimentation soient comprises dans les programmes d'enseignement des étudiants en médecine, et que les praticiens et auxiliaires des services d'hygiène, infirmières visiteuses, etc., soient constamment tenus au courant des progrès de la science en ce domaine ;

3° Poursuivre une politique vigoureuse d'éducation et de propagande pour l'instruction du grand public en matière d'alimentation ;

4° Appuyer l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, non seulement en ce qui concerne l'œuvre de ses comités techniques, mais également en ses efforts dans le domaine de la santé publique et de la médecine sociale, en vue de favoriser l'application des découvertes récentes de la science au bénéfice de certains âges et de certains groupes de la population ;

5° Faciliter et stimuler la collaboration internationale en matière d'éducation, de propagande et d'échange de renseignements en encourageant en particulier toutes les organisations internationales compétentes à apporter leur concours ;

6° Considérer quelles mesures devraient être prises, au moyen des ressources publiques ou par d'autres moyens, pour satisfaire aux besoins alimentaires des groupes de la population à revenu très bas ; et, en particulier, les moyens par lesquels les gouvernements devraient garantir qu'une quantité appropriée d'aliments, spécialement de lait à l'état de pureté, soit mise à la disposition des femmes enceintes et allaitantes, des nourrissons, des enfants et des adolescents ;

7° Examiner quelles mesures ultérieures doivent être prises pour satisfaire les besoins alimentaires des adultes en chômage ou se trouvant pour d'autres motifs en état de détresse ;

8° En vue de donner leur plein effet aux efforts nationaux de propagande et d'éducation en faveur d'une meilleure alimentation populaire :

Prendre toutes les mesures en leur pouvoir, qui, tout en sauvegardant les intérêts des producteurs, permettraient d'assurer à la collectivité, à des prix aussi accessibles que possible, les aliments nécessaires et spécialement les aliments protecteurs ;

Prendre des mesures pour améliorer et rendre plus économique la vente par le commerce et la distribution des aliments, aussi bien dans les régions industrielles qu'agricoles et, à cet effet :

Encourager la collaboration entre les coopératives et autres organisations de producteurs et de consommateurs ;

9° Afin d'assurer la pureté des aliments et dans l'intérêt de la santé publique, favoriser, dans toute la mesure du possible, l'unification internationale de la technique d'analyse et de contrôle des denrées alimentaires, ainsi que celle du contrôle des produits vitaminisés sur la base des travaux en cours en matière de standardisation des produits biologiques ;

10° Définir des standards-types de spécification pour la classification des diverses espèces d'aliments suivant leur qualité ;

11° Considérer si des modifications de politique économique générale et de politique commerciale sont souhaitables, afin de fournir les aliments nécessaires en quantités suffisantes, et, en particulier, afin de favoriser l'évolution de la production agricole en vue de satisfaire les besoins d'une alimentation rationnelle ;

12° Afin de déterminer notamment l'écart entre les régimes alimentaires nationaux et les nouveaux standards d'alimentation rationnelle, recueillir des informations sur la consommation d'aliments par famille de différents groupes de professions à des niveaux différents de revenus, ainsi que sur la répartition de la population suivant le revenu familial ;

13° Examiner dans quelle mesure et par quels moyens les statistiques nationales de la production et de la consommation des différents produits alimentaires pourraient être améliorées ;

14° Aider l'Institut international d'Agriculture à recueillir les informations relatives à la production, à la consommation nationale et aux prix des aliments ;

15° Coordonner les travaux des différents organes compétents en matière d'alimentation et, en l'absence d'une centralisation appropriée, constituer un organisme spécial de coordination ayant pour tâche d'assurer l'unité de politique et de direction.

* * *

L'Assemblée recommande en outre aux gouvernements intéressés de donner tout leur appui à l'Organisation d'hygiène dans ses enquêtes concernant l'état général de sous-alimentation qui existe dans certains pays tropicaux et dans certaines régions de l'Extrême-Orient.

II.

L'Assemblée,

Prenant acte du caractère provisoire du rapport déposé par le Comité mixte pour le problème de l'alimentation :

Décide de renouveler le mandat de ce Comité pour une année afin de lui permettre de poursuivre ses études et notamment d'approfondir les aspects économiques du problème de l'alimentation, et le charge de présenter un rapport définitif à la prochaine Assemblée, étant entendu que le Comité poursuivra, dans ce domaine, sa collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, avec l'Institut international d'Agriculture de Rome, ainsi qu'avec toutes autres organisations internationales intéressées à la question.

III.

L'Assemblée,

Prenant acte de la constitution dans divers pays de Comités nationaux de l'alimentation ;

Reconnaissant l'utilité qu'il pourrait y avoir à coordonner sur le plan international les activités de ces Comités et à fournir à leurs dirigeants l'occasion de confronter leurs expériences :

Suggère que le Conseil, après consultation du président du Comité mixte pour le problème de l'alimentation, prenne des dispositions ayant pour objet l'organisation, s'il y a lieu, d'échanges de vues entre les représentants de ces comités pour la discussion et l'étude des problèmes qui leur sont communs.

[Résolutions adoptées le 8 octobre 1936 (après-midi).]

5. CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

I.

L'Assemblée approuve le nouveau statut de l'Organisation d'hygiène, qui a reçu l'approbation du Conseil à la séance du 26 septembre 1936.

II.

Etant donné que le Conseil a constaté dans le rapport du 26 septembre 1936, relatif à l'établissement d'un nouveau statut de l'Organisation des communications et du transit, que la situation signalée dans le rapport du Comité spécial¹ ne permet pas de suivre sur tous les points les directives contenues dans la résolution de l'Assemblée du 28 septembre 1935,

Désireuse, toutefois, de voir le nouveau statut de cette Organisation s'inspirer autant que possible des directives susmentionnées,

L'Assemblée se rallie aux suggestions du rapport adopté par le Conseil le 26 septembre 1936 ;

Elle prie en conséquence le Conseil de convoquer à nouveau le Comité spécial, afin que celui-ci reprenne dans son ensemble l'examen du statut de l'Organisation des communications et du transit et présente ses propositions au Conseil par l'intermédiaire du Rapporteur du Conseil.

Elle donne délégation au Conseil pour établir et approuver en son nom le nouveau statut de l'Organisation après avoir examiné l'avant-projet élaboré par le Comité.

[Résolutions adoptées le 10 octobre 1936 (matin).]

¹ Voir *Journal Officiel*, juin 1936, page 732.

V. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA
TROISIÈME COMMISSION.

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS.

L'Assemblée,

Fermeement convaincue de la nécessité de poursuivre et d'accélérer les efforts faits pour effectuer la réduction et la limitation des armements, prévue à l'article 8 du Pacte :

Se félicite de l'initiative prise par le Gouvernement français en faveur de la convocation prochaine et à la date la plus opportune du Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements ;

Prie le Conseil de communiquer au Bureau et aux gouvernements des pays représentés à la Conférence le présent rapport (document A.64.1936.IX) ainsi que le compte rendu des délibérations de la troisième Commission.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

I. QUESTIONS FINANCIÈRES.

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, adopte définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le dix-septième exercice financier, clos le 31 décembre 1935.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations :

Adopte pour le dix-neuvième exercice qui sera clos le 31 décembre 1937 le budget de dépenses de la Société des Nations s'élevant à 29.184.128 francs suisses et le budget net de recettes s'élevant à 21.284.823 francs-or ;

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*.

3. Sous réserve des propositions et amendements figurant au présent rapport, l'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen. (Voir Annexe.)

4. L'Assemblée prend acte des rapports du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour 1936 (documents A.II.1936.X et A.II(a).1936.X) et du rapport de l'actuaire-conseil sur la troisième évaluation de la Caisse (document A.I3.1936) ;

Décide que, pour le moment, la Caisse continuera à faire l'objet d'une évaluation annuelle à laquelle procédera l'actuaire-conseil ;

Prie le Conseil d'administration d'étudier l'application de l'article 19 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel et de faire rapport à ce sujet ;

Invite la Commission de contrôle à examiner avec une délégation du Conseil d'administration les modifications qu'il conviendrait d'apporter au régime de la Caisse en vue de tenir compte des vues énoncées dans ce rapport.

Adopte les comptes de la Caisse tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes, et

Décide, vu le paragraphe a) de l'article 7 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, de fixer la contribution de la Société des Nations à la Caisse des pensions, pour 1937, à 9 % du montant des traitements soumis à retenue, des membres de la Caisse.

5. L'Assemblée nomme au Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour la période se terminant le 31 décembre 1939 :

A titre de membres titulaires :

Le professeur W. RAPPARD (Suisse) ;

M. Francis T. CREMINS (Etat libre d'Irlande) ;

Le professeur Harold CRAMER (Suède).

A titre de membres suppléants :

M. JAN DE MODZELEWSKI (Pologne) ;
M. C. PARRA-PÉREZ (Venezuela) ;
M. C. VAN RAPPARD (Pays-Bas).

6. L'Assemblée adopte le présent rapport de la quatrième Commission (document A.80.1936.X).

[Résolutions adoptées le 10 octobre 1936 (après-midi).]

* * *

Annexe.

Les conclusions des rapports de la Commission de contrôle ont trait aux comptes de l'exercice 1935, au budget et au budget supplémentaire de 1937, aux amendements au Règlement financier (nouveaux articles 33a et 33b et amendement à l'article 16a ; aux pensions pour les membres de la Cour permanente de Justice internationale ; au recrutement et avancement des membres de section ; au report aux exercices 1936 et 1937 de certains crédits afférents aux bâtiments ; aux paiements effectués au budget du Secrétariat par des Etats non membres de la Société des Nations ; à la Caisse des pensions du personnel ; aux correspondants et collaborateurs temporaires ; aux crédits supplémentaires ; à l'établissement des Assyriens de l'Irak.

Ces conclusions impliquent l'adoption des dispositions suivantes (nouveaux règlements ou adjonctions ou amendements à des règlements en vigueur) :

A. Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations.

Amendement à l'article 16a.

Substituer aux deux dernières phrases de l'alinéa premier de l'article 16a le texte ci-après :

« 1. Si une proposition de cette nature parvient moins d'un mois avant l'ouverture de la session ou est déposée au cours de la session, la procédure suivante lui sera appliquée :

« a) Elle sera renvoyée directement par le Secrétaire général à la Commission de contrôle, qui fera rapport sur ses conséquences financières d'ordre général.

« b) A moins que l'Assemblée ou la Commission des finances, sur le vu du rapport de la Commission de contrôle, et par une résolution spéciale adoptée à la majorité des deux tiers, ne décide de l'examiner pendant la session en cours, la proposition sera ajournée jusqu'à la session suivante de l'Assemblée.

« c) S'il est décidé d'examiner la proposition pendant la session en cours, la procédure ordinaire prévue pour les crédits supplémentaires sera appliquée, sauf que le vote d'un crédit par la Commission des finances exigera une majorité des deux tiers. »

Nouvel article 33 a.

« 1. Il est institué, sous la dénomination de « Fonds de garantie », un fonds spécial dont la gestion et l'utilisation sont régies par les dispositions du présent article. Le fonds ne pourra être affecté à aucun autre objet.

« 2. a) Lorsque l'Assemblée, sur la base d'un rapport de la Commission de contrôle, estimera probable que les dépenses effectives afférentes à un chapitre d'une partie du budget concernant

le Secrétariat ou une organisation autonome seront inférieures au montant total des crédits qu'il est désirable de voter pour faire face à toutes les éventualités, elle pourra

« i) Voter intégralement les crédits en question, et

« ii) Décider qu'une fraction seulement du montant total prévu pour ledit chapitre sera perçue, par voie de contributions, auprès des Etats membres et que le solde, s'il devient nécessaire de le dépenser, sera prélevé sur le Fonds de garantie.

« b) Les réductions de contributions opérées par application du paragraphe a) ci-dessus ne pourront être faites que dans la limite des sommes disponibles au Fonds de garantie.

« 3. En ce qui concerne le Secrétariat, les prélèvements seront opérés directement par le Trésorier. Pour les organisations autonomes, les fonctionnaires compétents s'adresseront au Secrétaire général qui donnera suite à leurs demandes.

« 4. L'application, au Secrétariat et aux organisations autonomes, des dispositions du présent article, est soumise au contrôle prévu au chapitre X du présent règlement.

« 5. Le Fonds de garantie sera alimenté par les sommes que l'Assemblée décidera d'y consacrer. Il ne fera pas partie du budget visé au chapitre III du présent règlement, mais fera l'objet d'un compte séparé et sera géré comme tel. Un relevé de la situation du Fonds de garantie, vérifié par le commissaire aux comptes, sera joint en annexe aux comptes annuels présentés à l'Assemblée.

« 6 a) S'il ressort du relevé que des retraits ont été opérés sur le Fonds de garantie, les sommes en question seront restituées au Fonds, sur le budget, dans les deux années suivant la date où le retrait aura été effectué, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement ;

« b) Si, à la fin de l'exercice, les montants indiqués dans le relevé comme existant au crédit du Fonds de garantie, ainsi que toutes sommes prélevées sur le Fonds et non encore remboursées, dépassent les montants dont l'Assemblée aura, de temps à autre, décidé le versement au Fonds, le montant dudit excédent sera retiré du Fonds et considéré comme recettes pour l'exercice en question. »

Nouvel article 33b.

« 1. Il sera institué un fonds de réserve ayant pour but d'assurer le fonctionnement régulier de la Trésorerie de la Société des Nations dans le cadre du budget voté par l'Assemblée.

« 2. Le fonds sera constitué par : a) les sommes versées par les Membres de la Société au titre d'exercices financiers précédant de deux ans ou plus l'exercice en cours ; b) toutes autres sommes que l'Assemblée décidera d'y consacrer ; c) tous intérêts des placements du fonds.

« 3. Aucune avance ne pourra être prélevée sur le fonds que sur autorisation expresse de la Commission de contrôle, qui adressera un rapport spécial à l'Assemblée.

« 4. Le fonds sera administré séparément. Un relevé de sa situation, vérifié par le Commissaire aux comptes, sera présenté chaque année à l'Assemblée. »

B. Règlement de la Caisse des pensions du personnel.

i) Ajouter à la fin du paragraphe 1 de l'article 1 la phrase suivante :

« Aux fins du présent règlement, les greffiers de la Cour permanente autres que le premier titulaire du poste seront considérés comme fonctionnaires du greffe de la Cour. »

ii) Au paragraphe 1 de l'article 1, après les mots « sept ans » remplacer le texte actuel par le texte suivant :

« ... et après un examen médical attestant que le fonctionnaire est en bonne santé, qu'il ne présente aucune infirmité ou maladie l'empêchant de s'acquitter convenablement de ses fonctions, et qu'on ne relève chez lui aucun antécédent pathologique personnel ou familial ni aucune prédisposition nette à une maladie susceptibles d'entraîner une invalidité ou un décès prématurés. »

iii) Au paragraphe 3,c), avant les mots « le greffier adjoint », ajouter « le greffier et ».

C. *Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres de la Cour permanente de Justice internationale et au Greffier* (adopté par l'Assemblée le 14 septembre 1929).

i) A l'article 6, premier alinéa, supprimer les mots « sur la proposition du Conseil » ;

ii) Ajouter un nouvel article 7 ainsi conçu :

« Les dispositions du présent règlement visant l'octroi d'une pension au Greffier de la Cour s'appliqueront seulement tant que le titulaire actuel du poste (élu le 3 février 1922, réélu le 16 août 1929) restera en fonction.

« Pour les conditions dans lesquelles une pension sera allouée aux titulaires futurs dudit poste, il est renvoyé au Règlement établissant un système de pensions pour le personnel de la Société des Nations adopté par l'Assemblée le 3 octobre 1930, avec les amendements qui y ont été introduits ou qui pourraient l'être par la suite. »

D. *Administration du fonds de pensions des membres de la Cour permanente de Justice internationale ; Règlement.*

1. Pour faire face aux obligations résultant de l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée de 1929, « concernant le règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale », il sera établi, à partir du 1^{er} janvier 1937, un Fonds de pensions dont l'administration sera distincte de celle des autres actifs de la Société et qui ne pourra être utilisé qu'aux fins prévues par ladite résolution.

2. Le Fonds de pensions sera alimenté :

a) Par un capital de 343.135 florins, prélevé sur l'excédent général de la Société pour l'exercice 1935 ;

b) Par une somme de 45.000 florins déjà réservée pour les pensions des juges ;

c) Par une annuité de 80.766 florins, à verser de 1937 à 1951, et destinée à parfaire la somme requise pour faire face aux obligations envers les juges en fonction ou retraités à la date du 1^{er} septembre 1936 ;

d) Par une contribution annuelle de 6.215 florins pendant la période de fonction de chacun des nouveaux juges élus après le 1^{er} septembre 1936 ;

e) Par les intérêts des placements du Fonds.

3. Le Secrétaire général de la Société des Nations sera responsable de la gestion du Fonds. Les montants inscrits au budget seront versés par le Greffier au Secrétaire général aux époques de l'année qui seront fixées par eux, d'un commun accord, compte tenu des versements à faire au titre des pensions courantes.

4. Les placements du Fonds seront effectués par le Secrétaire général de la Société qui prendra l'avis du Comité des placements de la Caisse des pensions du personnel ou de tel autre Comité que l'Assemblée pourra instituer à cette fin.

5. Le Fonds fera l'objet d'une évaluation tous les cinq ans ou à des intervalles plus rapprochés, selon décision du Secrétaire général. Le rapport sur l'évaluation sera soumis à l'Assemblée par l'intermédiaire de la Commission de contrôle.

6. a) Le Greffier calculera tous les paiements dus au titre des pensions et les effectuera par prélèvement sur les crédits fournis comme il est prévu à l'article 3.

b) Le calcul de la somme due à titre de pension annuelle, effectué par le Greffier, sera confirmé par le Secrétaire général.

c) Le Secrétaire général assurera l'établissement et la mise à jour de toutes les données actuarielles et relatives aux placements. Le Greffier aura droit de regard sur l'ensemble de cette documentation.

7. a) Les comptes et le bilan annuel seront préparés, chaque année, par le Secrétaire général et vérifiés par le Commissaire aux comptes de la Société des Nations dont le rapport sera communiqué à la Commission de contrôle, au Conseil, au Greffier de la Cour et à tous les Membres de la Société des Nations.

b) Le Greffier sera chargé de tenir une comptabilité spéciale pour tous les versements effectués par lui au titre des pensions ; cette comptabilité sera communiquée au Secrétaire général. En outre, le Greffier communiquera au Secrétaire général un relevé mensuel des dépenses.

8. Le Secrétaire général, en collaboration avec le Greffier, établira les règles administratives requises pour l'administration du Fonds. Ces règles seront soumises à la Commission de contrôle.

* * *

2. CONTRIBUTIONS ARRIÉRÉES.

L'Assemblée,

Adopte le rapport du Comité spécial pour le règlement des contributions arriérées, contenu dans le document A.29.1936.X, avec la modification ci-après :

La dernière ligne du paragraphe 9 : « Annulation d'arrangements en cas de manquement » (page 3 du rapport) sera libellée comme suit : « En conséquence, le Comité recommande de ne faire entrer en vigueur la clause d'annulation qu'à dater du 1^{er} janvier 1937 » ;

Considérant que si la situation, du point de vue des contributions arriérées, s'est sensiblement améliorée, il n'en est pas moins nécessaire de continuer à faire preuve de vigilance en ce qui concerne, non seulement les arriérés, mais aussi le recouvrement des contributions courantes ;

Décide de nommer un Comité spécial des contributions, composé des membres ci-après et chargé de s'occuper de toutes les questions qui peuvent se poser quant au recouvrement des contributions et de présenter un rapport à la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée :

Le comte CARTON DE WIART (Belgique) ;

Sir Frederick PHILLIPS (Royaume-Uni) ;

M. C. J. HAMBRO (Norvège) ;

M. Štefan OSUSKÝ (Tchécoslovaquie) ;

M. A. GUANI (Uruguay).

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (après-midi).]

3. RÉPARTITION DES DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ.

L'Assemblée approuve pour les années 1937, 1938 et 1939, le barème de répartition des dépenses de la Société annexé à la présente résolution.

Barème de répartition des dépenses de la Société pour 1937, 1938 et 1939.

Etats	Unités	Etats	Unités
		<i>Report</i>	518
Afghanistan	1	Irak	3
Union Sud-Africaine	16	Iran	5
Albanie	1	Irlande (Etat libre d')	10
Argentine	23	Italie	60
Australie	23	Lettonie	3
Autriche	10	Libéria	1
Belgique	19	Lithuanie	4
Bolivie	2	Luxembourg	1
Royaume-Uni	108	Mexique	13
Bulgarie	4	Nicaragua	1
Canada	35	Norvège	9
Chili	8	Nouvelle-Zélande	8
Chine	42	Panama	1
Colombie	5	Paraguay	1
Cuba	5	Pays-Bas	24
Danemark	12	Pérou	5
République Dominicaine	1	Pologne	32
Equateur	1	Portugal	8
Espagne	40	Roumanie	19
Estonie	3	Salvador	1
Ethiopie	2	Siam	6
Finlande	10	Suède	19
France	80	Suisse	17
Grèce	7	Tchécoslovaquie	25
Guatémala	1	Turquie	10
Haïti	1	U. R. S. S.	94
Honduras	1	Uruguay	4
Hongrie	8	Venezuela	4
Inde	49	Yougoslavie	17
	<hr/>		<hr/>
<i>A reporter</i>	518	<i>Total</i>	923

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (après-midi).]

4. COMPOSITION DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE.

Attendu qu'aux termes des deuxième et troisième alinéas de l'article premier du Règlement financier, les membres de la Commission de contrôle sortant à la fin de 1936 : M. Osuský et M. Réveillaud, ne sont pas rééligibles ;

Attendu qu'en leur qualité respective de président et de rapporteur de la Commission de contrôle, M. Osuský et M. Réveillaud ont rendu d'inestimables services tant à la Commission qu'à la Société des Nations tout entière ;

Attendu que par une décision prise le 3 octobre 1930, la Commission de contrôle a été investie du mandat « d'étudier à l'avenir toutes les questions financières qui pourraient se poser à l'occasion des nouveaux bâtiments » ;

Attendu que l'achèvement des nouveaux bâtiments n'est prévu que pour l'année 1937 ;

Attendu qu'il est éminemment souhaitable que, sous réserve de l'adjonction d'un nouveau membre, la Commission de contrôle, dans sa composition actuelle, continue à assurer la mission qui lui a été assignée par l'Assemblée de 1930 ;

Attendu qu'il semble nécessaire d'amender l'article premier du Règlement concernant la gestion financière de la Société des Nations pour que la Commission de contrôle compte, en tout temps, un certain nombre de membres possédant l'expérience pratique de la gestion financière de la Société, afin, tout en maintenant le principe d'un renouvellement périodique de la Commission, d'assurer la continuité des travaux de la Commission et de lui permettre de s'acquitter comme il convient de sa tâche ;

L'Assemblée décide :

1. De suspendre l'application de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Règlement concernant la gestion financière de la Société des Nations ;

2. De maintenir la Commission dans sa composition actuelle jusqu'à la fin de l'année financière 1937, tout en y ajoutant un nouveau membre à nommer au cours de la présente session ;

3. De nommer un comité de trois membres qui sera chargé d'examiner les amendements qu'il conviendrait éventuellement d'apporter à l'article 1^{er} du Règlement et de faire à ce sujet rapport à l'Assemblée, lors de sa prochaine session.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (après-midi).]

* * *

Le 10 octobre 1936 (après-midi), l'Assemblée, conformément à la résolution ci-dessus a approuvé, sur la proposition de la quatrième Commission, les nominations suivantes :

Membre de la Commission de contrôle :

M. Boris STEIN (Union des Républiques soviétiques socialistes).

Membres du Comité chargé d'examiner les amendements qu'il conviendrait éventuellement d'apporter à l'article 1^{er} du Règlement financier :

M. Harri HOLMA (Finlande).

M. W. S. MORRISON (Royaume-Uni).

Le professeur W. RAPPARD (Suisse).

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

I. TRAFIC DE L'OPIMUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

I.

L'Assemblée,

Prenant acte de la décision adoptée par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles lors de sa vingt et unième session (18 mai-5 juin 1936) et approuvée par le Conseil le 19 septembre 1936, de poursuivre les études et la recherche d'une documentation relatives au contrôle de la culture du pavot à opium, en vue de la convocation à une date aussi rapprochée que possible d'une conférence chargée d'établir une convention pour la limitation de cette matière première ;

Considérant que la limitation des matières premières constitue une étape décisive dans la lutte de la Société des Nations contre l'abus des stupéfiants et l'aboutissement logique et nécessaire de ses travaux :

Recommande à tous les gouvernements de fournir à la Commission consultative toute l'assistance possible en vue de ses travaux préparatoires et en particulier de la réunion de la documentation indispensable ;

Invite les gouvernements des pays producteurs à faire parvenir avant le 31 janvier 1937, les renseignements demandés dans le questionnaire qui leur a été adressé par la Commission consultative ;

Prend acte de la décision formulée par la Commission consultative dans son rapport au Conseil (document C.278.M.168.1936.XI) d'examiner, lors de sa prochaine session, la question de la création d'un comité préparatoire chargé d'établir les principes qui pourraient servir de base à la convention ;

Exprime le vœu que la Commission consultative examine la possibilité de tenir des conférences préliminaires aussitôt que possible : l'une réunissant les représentants des pays producteurs d'opium brut qui exportent cette matière dans les pays fabricants de drogues et les représentants de ces pays fabricants ; une autre réunissant les représentants des pays producteurs d'opium brut qui exportent dans les pays ayant un monopole d'opium à fumer et les représentants des pays à monopole.

Recommande la réunion d'une Conférence générale aussitôt que possible après lesdites conférences préliminaires ;

Exprime le vœu que les travaux préparatoires de la Commission consultative et du Secrétariat soient exécutés avec toute la célérité désirable, sans être entravés par des considérations d'ordre budgétaire.

II.

L'Assemblée,

Prenant acte avec une vive satisfaction de la conclusion de la Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles ;

Considérant que l'universalité d'application de la Convention est la condition de son efficacité :

Recommande à tous les gouvernements de prendre dans le plus bref délai toutes les mesures nécessaires pour ratifier cette Convention, afin qu'elle puisse recevoir promptement son plein effet.

III.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la cinquième Commission et adopte les conclusions de ce rapport (document A.63.1936.XI).

[Résolutions adoptées le 8 octobre 1936 (après-midi).]

2. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

I.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance de la situation actuelle en ce qui concerne la Conférence des autorités centrales en Orient, qui sera convoquée conformément aux décisions antérieures du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations ;

Constatant que la Conférence se réunira en février 1937 et que, sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, que l'Assemblée tient à remercier de son geste, cette Conférence se tiendra à Bandoeng (Java) ;

Constatant, en outre, que les Gouvernements des pays suivants ont décidé de participer à la Conférence : Royaume-Uni (Gouvernements de Hong-Kong et de Malaisie), Chine, France, Inde, Japon, Pays-Bas, Portugal, Siam et Etats-Unis d'Amérique (ce dernier étant représenté par un observateur) ;

Considérant l'importance qu'il convient d'attacher aux questions suivantes qui constituent l'ordre du jour de la Conférence : collaboration plus étroite entre les autorités centrales de l'Orient ; migration, dans la mesure où elle concerne la traite des femmes et des enfants ; collaboration plus étroite entre les autorités et les organisations privées ; emploi de femmes dans les services chargés de la protection des femmes et des enfants en Orient ; abolition des maisons de tolérance en Orient, et situation des réfugiées d'origine russe dans cette partie du monde qui sont tombées dans la prostitution ou sont en danger d'y tomber :

Approuve l'ordre du jour proposé, qu'elle juge pratique et conforme aux questions soulevées dans le rapport de la Commission d'enquête sur la traite des femmes et des enfants en Orient ;

Exprime l'espoir que la Conférence mènera à bonne fin sa tâche importante et que ses délibérations aboutiront à l'adoption de mesures pratiques pour combattre la traite des femmes et des enfants ;

Et adresse à la Conférence les vœux les plus chaleureux pour le succès de ses efforts.

II.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la cinquième Commission et adopte les conclusions de ce rapport (document A.62.1936.IV).

[Résolutions adoptées le 8 octobre 1936 (après-midi).]

3. PROTECTION DE L'ENFANCE.

I.

L'Assemblée,

Remercie la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse des efforts qu'elle a accomplis pour améliorer le sort de l'enfance et de la jeunesse ;

Propose qu'en vue d'une meilleure collaboration entre la Commission consultative des questions sociales¹ et d'autres organismes s'occupant de différents aspects des questions sociales, une liaison soit établie avec d'autres commissions et comités lorsque sont discutées des questions pouvant intéresser la Commission consultative.

II.

L'Assemblée,

Attache une importance particulière à la décision de la Commission consultative des questions sociales de procéder, au cours de sa prochaine session, à l'élaboration d'un « plan d'étude », c'est-à-dire d'un programme de travail ;

Estime qu'un des premiers points de ce travail devrait être l'étude des principales solutions apportées au problème de l'organisation générale de la protection de l'enfance dans divers pays.

III.

L'Assemblée,

Approuve l'intérêt et les efforts que la Commission consultative des questions sociales a portés à l'aspect social du problème de l'alimentation², et

Considérant que l'étude de la protection de l'enfance vivant dans les agglomérations urbaines et dans les régions rurales est à maints égards liée au problème de l'alimentation :

Estime nécessaire que la Commission consultative s'occupe d'une manière plus approfondie des aspects sociaux de cette question, en collaboration avec le Comité mixte pour le problème de l'alimentation, surtout au point de vue de la protection de l'enfance ;

Recommande à la Commission consultative de considérer l'utilité de poursuivre l'étude de ces deux questions qui se complètent.

[Résolutions et vœu adoptés le 10 octobre 1936 (matin).]

4. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES.

L'Assemblée,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur les questions pénales et pénitentiaires (document A.25.1936.IV) :

¹ En vertu d'une décision du Conseil, en date du 26 septembre 1936, visant la réorganisation de la « Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse », celle-ci portera dorénavant le titre de « Commission consultative des questions sociales ».

² Voir aussi page 16.

Remercie les gouvernements pour les rapports qu'ils ont bien voulu transmettre cette année à la Société des Nations (voir document A.25.1936.IV) et les prie de vouloir bien continuer à informer chaque année la Société des Nations des réformes qu'ils ont réalisées en matière pénitentiaire ;

Remercie les organisations internationales techniques de leurs informations annuelles sur leur activité et de leur précieuse collaboration pour faire progresser sur le plan international l'étude des questions pénales et pénitentiaires ;

Charge le Secrétaire général de faire appel aux bons offices de la Commission internationale pénale et pénitentiaire pour que celle-ci, au besoin avec le concours du Secrétariat de la Société des Nations, procède à une enquête :

a) Sur le nombre des prisonniers au-dessus de l'âge de dix-huit ans (chiffres séparés pour les hommes et pour les femmes) dans les différents pays, à une date aussi proche que possible du 31 décembre 1936. Par prisonniers on entend les personnes privées de leur liberté (exception faite des personnes détenues en raison de maladies mentales ou physiques) et tombant dans la catégorie des :

- 1^o Personnes en état de détention préventive ;
- 2^o Personnes condamnées en vertu de décisions judiciaires ; et
- 3^o Personnes détenues ne rentrant dans aucune des catégories précitées.

Dans la mesure du possible, les chiffres devraient indiquer le nombre des prisonniers de chacune de ces trois catégories.

b) Sur les mesures prises dans les différents pays au cours des récentes années, tendant à réduire le nombre des prisonniers.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

5. ASSISTANCE AUX ÉTRANGERS INDIGENTS.

L'Assemblée,

Prenant acte des travaux du Comité d'experts pour l'assistance aux étrangers indigents et l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires, lors de sa deuxième session, en janvier 1936 (document C.94.M.37.1936.IV) :

Remercie ce Comité pour ses efforts en vue d'améliorer la situation des étrangers indigents par l'élaboration d'un deuxième projet de convention multilatérale sur la base des observations des gouvernements ;

Invite les gouvernements à faire parvenir au Secrétaire général, conformément à sa lettre-circulaire 118.1936.IV du 13 juillet 1936, leurs observations sur ce deuxième projet de convention, au plus tard pour le 1^{er} janvier 1937 ;

Prie le Conseil de prendre connaissance de ces observations et, compte tenu de celles-ci, de décider s'il serait ou non désirable de convoquer le Comité d'experts pour étudier les observations communiquées par les gouvernements et faire rapport à leur sujet ainsi que pour prendre toutes autres ou nouvelles mesures qui pourront sembler opportunes.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

6. UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport sur l'activité du Comité exécutif de l'Union internationale de secours pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1935 (document A.26.1936.XII) :

Se félicite de l'œuvre utile poursuivie par cette organisation en vue de faire progresser ses moyens d'action ;

Souligne l'utilité, dans le but d'accroître l'efficacité de ces moyens, des ententes conclues ou envisagées avec des organisations de caractère privé ;

Exprime l'espoir que le Comité exécutif de l'Union pourra, grâce à l'autorité que celle-ci s'est acquise, continuer à exercer sa bienfaisante influence ;

Emet le vœu que les gouvernements veuillent bien envisager la possibilité d'intensifier l'action de l'Union internationale de secours en faisant appel aux concours appropriés.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION.

I. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil en ce qui concerne l'application des principes posés par l'article 22 du Pacte et par les chartes de mandats :

a) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard votée par les sessions précédentes de l'Assemblée et rend hommage aux résultats qu'ils ont obtenus grâce à une coopération étroite et franche dont le maintien est essentiel ;

b) Exprime son profond regret des troubles qui sévissent en Palestine depuis le mois d'avril 1936, espère que l'ordre pourra être rétabli promptement et fait entière confiance à l'impartialité de l'enquête instituée par la Puissance mandataire ;

c) Apprécie les efforts de la Puissance mandataire en vue de l'acheminement de la Syrie et du Liban vers l'émancipation, a pleine confiance dans son action à cet effet et espère que les questions afférentes au problème de l'émancipation seront équitablement résolues.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

I. Résolution générale.

L'Assemblée est heureuse de constater que l'activité de l'Organisation de coopération intellectuelle s'est maintenue et développée au cours de l'année 1935/36, malgré des circonstances souvent très difficiles, et que le programme de travail tel qu'il a été réalisé pendant l'exercice, de même que celui prévu pour l'année 1936/37, s'inspire du souci constant d'accomplir une œuvre qui soit utile à la Société des Nations, aux États qui la composent et aux intellectuels eux-mêmes.

Elle approuve les divers rapports qui lui ont été soumis, en particulier celui de la Commission internationale de coopération intellectuelle (document C.328.M.205.1936.XII) sur les travaux de sa dix-huitième session et celui du Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle (document C.318.M.199.1936.XII) et remercie la Commission ainsi que le Conseil d'administration de leur effort systématique et continu.

L'Assemblée joint ses remerciements à ceux que la Commission internationale de coopération intellectuelle et le Conseil de la Société des Nations ont adressés aux autorités et aux institutions argentines, espagnoles et hongroises pour le généreux concours qu'elles ont apporté à l'œuvre de coopération intellectuelle à l'occasion des « Entretiens » de Buenos-Ayres et de Budapest et de la neuvième Conférence permanente des Hautes Etudes internationales, tenue à Madrid.

D'une façon générale, l'Assemblée remercie chaleureusement les États qui versent des contributions à l'Institut international de Coopération intellectuelle, témoignant ainsi de leur intérêt et de leur confiance et apportant à cet organisme un soutien moral et matériel encourageant et nécessaire.

2. *Comité permanent des lettres et des arts.*

L'Assemblée, constatant le développement pris par les « Entretiens » organisés par le Comité permanent des lettres et des arts ou sous ses auspices et l'intérêt que marquent à l'endroit de ces « Entretiens » des gouvernements de plus en plus nombreux, approuve à son tour la proposition adoptée par le Conseil le 25 septembre 1936 tendant à porter de quatorze à dix-huit le nombre des membres du Comité et inscrit à cet effet au budget de l'exercice prochain un crédit supplémentaire de 5.050 francs suisses.

3. *Sciences exactes et naturelles.*

L'Assemblée approuve le programme de travail élaboré par le Comité d'experts scientifiques qui s'est tenu à Genève les 9 et 10 juillet 1936, en souhaite la prompte réalisation et décide à cet effet la constitution du Comité scientifique permanent demandé par les experts. Elle décide en conséquence l'inscription au budget de l'exercice prochain d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs suisses.

4. *Enseignement.*

L'Assemblée, ayant pris acte du vœu adopté le 9 juillet 1936 par le Comité consultatif pour l'enseignement de la Société des Nations au sujet de la proposition de la Société suédoise de radiodiffusion, recommandée par les Ministères des Affaires étrangères de Danemark, de Finlande, de Norvège et de Suède, et tendant notamment à établir une collaboration régulière entre les services compétents du Secrétariat, d'une part, les compagnies de radiophonie et les associations pour l'enseignement des adultes, d'autre part, exprime le vœu que le projet puisse être prochainement réalisé de façon aussi générale que possible.

5. *Déclaration sur l'enseignement de l'histoire.*

L'Assemblée souhaite que les nombreux Etats qui ont déjà adhéré aux principes de la *Déclaration sur l'enseignement de l'histoire* adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations à sa seizième session et communiquée depuis lors aux gouvernements par le Conseil de la Société des Nations, veuillent bien signer ce document.

6. *Chômage des intellectuels.*

L'Assemblée, ayant pris connaissance du plan élaboré par la Commission internationale de coopération intellectuelle pour lutter contre le chômage des intellectuels, pense que l'intervention de la Commission en ce domaine, s'effectuant dans les conditions de collaboration prévues avec le Bureau international du Travail, peut rendre aux Etats les plus grands services ;

Approuve les mesures envisagées et invite les gouvernements à en faciliter la réalisation dans toute la mesure de leurs moyens.

7. *La radiodiffusion et la paix.*

L'Assemblée se félicite de la conclusion récente, sous les auspices de la Société des Nations, d'une Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix ;

Est heureuse de constater que cet accord a recueilli dès sa conclusion la signature de vingt Etats ;

Et souhaite que le nombre des gouvernements adhérents augmente le plus rapidement possible, assurant ainsi à la Convention son maximum d'efficacité.

8. *Beaux-Arts.*

L'Assemblée,

Prie le Secrétaire général de transmettre aux gouvernements les recommandations de l'Office international des musées relatives aux expositions internationales d'art ;

Exprime à ce propos le vœu que les administrations nationales compétentes veuillent bien s'inspirer dans la pratique des principes qui se trouvent formulés dans ces recommandations.

9. *Collection ethnographique et historique sur les origines de la civilisation américaine.*

L'Assemblée,

Approuvant la résolution prise par la Commission internationale de coopération intellectuelle, au cours de sa dix-huitième session, et relative au projet de Collection ethnographique et historique sur les origines de la civilisation américaine ;

Ayant pris, d'autre part, connaissance du plan révisé présenté par M. l'ambassadeur Levillier, qu'elle approuve sous réserve de son acceptation par la Commission internationale de coopération intellectuelle ;

Informée, en outre, que les Gouvernements de l'Equateur, du Mexique, du Pérou et du Venezuela ont offert d'accorder au plan un appui matériel, que le Gouvernement argentin offre de contribuer par une somme de 25.000 pesos argentins par an à l'établissement de la Collection, suivant un plan et des conditions d'exécution approuvés par lui, et que la Faculté de philosophie de l'Université de Buenos-Ayres a accepté de prendre à sa charge l'édition espagnole :

Les remercie chaleureusement de ces généreuses contributions et demande à l'Organisation de coopération intellectuelle et à son Comité exécutif de procéder, dans le plus bref délai possible, à l'examen du plan et des conditions dans lesquelles il devrait être exécuté. Une session extraordinaire du Comité exécutif assisté d'experts serait convoquée dans ce but, sur les crédits disponibles du Secrétariat de l'Organisation de coopération intellectuelle pour l'exercice en cours.

Les ouvrages seraient publiés en français et en espagnol, par les soins de l'Institut international de coopération intellectuelle pour l'édition française, et de la Faculté de philosophie de l'Université de Buenos-Ayres, pour l'édition espagnole.

Les frais de la Collection, destinée à servir de liaison spirituelle entre l'Amérique et l'ancien monde, devraient être couverts par les contributions déjà promises et par d'autres contributions de gouvernements ou d'institutions.

L'Assemblée adresse un pressant appel aux gouvernements et institutions intéressés pour qu'ils mettent à la disposition de l'Institut international de Coopération intellectuelle les fonds nécessaires.

10. *Droits intellectuels.*

L'Assemblée,

Constata que l'Institut international de Coopération intellectuelle, ainsi que l'Institut international pour l'unification du Droit privé, se sont pleinement acquittés

du mandat que la seizième Assemblée leur avait confié touchant le rapprochement des Conventions de Berne et de La Havane relatives au droit d'auteur ;

Souhaite que les textes élaborés en collaboration avec le président de la Commission panaméricaine du droit d'auteur, M. le Sénateur Antuña, soient approuvés, tant en Europe qu'en Amérique, et que la prochaine révision de la Convention de Berne puisse offrir l'occasion de conclure une convention universelle en matière de droit d'auteur.

11. Mois de la coopération intellectuelle à l'Exposition universelle de 1937.

L'Assemblée, informée des décisions prises par la Commission internationale de coopération intellectuelle concernant l'organisation de diverses manifestations de coopération intellectuelle au mois de juillet 1937 à Paris, dans le cadre de l'Exposition universelle des arts et de la technique dans la vie moderne,

Remercie chaleureusement le Gouvernement français et le Commissaire général de l'Exposition de leur généreux concours ;

Exprime l'avis que les réunions envisagées sont de nature, non seulement à faire utilement connaître la coopération intellectuelle, mais à donner d'importants résultats ;

Et, déférant volontiers à la demande du Conseil, recommande ces manifestations à la bienveillante attention des gouvernements, en particulier la deuxième Conférence générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle, à laquelle il importe que les représentants de ces commissions puissent participer aussi nombreux que possible.

12. Institut international du Cinématographe éducatif.

L'Assemblée approuve la résolution de la Commission internationale de coopération intellectuelle concernant l'activité de l'Institut international du Cinématographe éducatif. Elle souligne à nouveau l'importance du rôle dévolu à cet Institut par la Convention pour la circulation internationale des films de caractère éducatif, et exprime le vœu que les gouvernements fassent largement usage de cette Convention pour favoriser les échanges de films culturels propres à contribuer à la compréhension mutuelle des peuples.

13. La Société des Nations et les moyens modernes de diffusion utilisés dans l'intérêt de la paix.

L'Assemblée,

Soulignant à nouveau combien il importe de développer la collaboration internationale et la compréhension mutuelle entre les nations ;

Tenant compte de l'évolution rapide, à l'heure actuelle, des moyens techniques permettant de répandre les informations ;

Et considérant que cette évolution accroît les possibilités qui se présentent de favoriser l'échange réciproque, entre nations, de renseignements relatifs à leurs institutions et à leur culture respectives :

1. Estime que cette question pourrait opportunément faire l'objet d'un débat lors de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée ;

2. Invite, à cette fin, la Commission internationale de coopération intellectuelle à élaborer, après telles consultations qu'elle jugera appropriées, des suggestions détaillées devant servir de base aux débats de l'Assemblée ;

3. Et invite en outre le Secrétaire général à faire rapport sur les moyens techniques d'information susmentionnés qui sont à la disposition des sections compétentes du Secrétariat, afin que l'Assemblée puisse examiner, au cours de sa prochaine session ordinaire, si les moyens en question sont suffisants ou si leur extension serait opportune.

[Résolutions adoptées le 10 octobre 1936 (matin).]

3. ASSISTANCE INTERNATIONALE AUX RÉFUGIÉS.

I.

L'Assemblée,

Ayant examiné, à la lumière d'explications verbales, les rapports du Président par intérim du Conseil d'administration de l'Office international Nansen (document A.27.1936.XII) et du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne (document A.19.1936.XII) ;

Ayant pris en considération les recommandations du Comité pour l'assistance internationale aux réfugiés :

Remercie le Comité de son remarquable rapport (document C.2.M.2.1936.XII) ainsi que M. Michael Hansson et sir Neill Malcolm de l'œuvre qu'ils ont accomplie pendant la durée de leur mandat.

II.

L'Assemblée,

Ayant examiné les nombreux éléments qui constituent le problème des réfugiés ;

Ayant noté qu'en exécution de décisions antérieures de l'Assemblée et en conformité avec les recommandations du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne, les organisations instituées par la Société des Nations en faveur des réfugiés seront liquidées à la fin de 1938 ;

Ayant également tenu compte des persistantes difficultés que soulève ce problème, et de l'importance que présente l'institution aussi rapide que possible d'un régime uniforme de protection juridique pour les réfugiés :

Recommande aux gouvernements intéressés d'adopter la Convention du 28 octobre 1933 relative au statut international des réfugiés (document C.650(1).M.311(1).1933), ainsi que l'Arrangement provisoire du 4 juillet 1936 concernant le statut des réfugiés provenant d'Allemagne (document C.362.M.237.1936.XII) ;

Recommande également que les Gouvernements intéressés participent à la négociation d'une convention pour la protection des réfugiés provenant d'Allemagne ;

Considère en outre qu'il y aurait lieu que l'Assemblée, à sa session ordinaire de 1938, au plus tard, détermine les principes généraux qui, après ladite année, devraient régir l'attitude de la Société à l'égard de l'ensemble du problème des réfugiés.

III.

L'Assemblée :

Est heureuse de constater que les gouvernements, dans certains cas, ont été à même d'accorder aux réfugiés se trouvant sur leurs territoires un traitement plus libéral que celui qui est prévu dans les accords internationaux pertinents et, après avoir entendu avec satisfaction la déclaration faite par la délégation française au

sujet des récentes mesures adoptées par le Gouvernement français à l'égard des réfugiés (statut légal, commissions mixtes, cartes de travail) ;

Exprime l'espoir que tous les gouvernements adopteront une attitude aussi libérale que possible envers les réfugiés se trouvant sur leurs territoires ;

Constata, d'autre part, que de graves difficultés découlent de la pratique adoptée dans certains pays, qui a pour résultat de priver de protection leurs nationaux se trouvant à l'étranger ; et

Exprime le vif espoir qu'il sera possible de mettre fin à cette pratique.

IV.

L'Assemblée prend les décisions suivantes en ce qui concerne l'Office international Nansen et le Haut Commissariat pour les réfugiés provenant d'Allemagne.

Office international Nansen.

L'Assemblée :

A pris acte de la décision antérieure de l'Assemblée, selon laquelle l'Office Nansen devrait être liquidé dans un délai déterminé et conformément à des règles budgétaires fixées et, en exécution de cette décision :

1^o Décide de nommer un président du Conseil d'administration de l'Office Nansen jusqu'au 31 décembre 1938, avec les attributions suivantes :

a) Assurer l'administration de l'Office conformément au statut existant, jusqu'au moment où l'Office sera liquidé, et organiser les activités de l'Office pendant la période de liquidation avec le concours des services techniques de la Société des Nations ;

b) Etablir à une date rapprochée et, si possible, soumettre au Conseil lors de sa session de mai 1937, un projet détaillé pour la liquidation de l'Office Nansen. Le projet devra parvenir en tout cas aux gouvernements avant le 31 juillet 1937, afin qu'il puisse être examiné au cours de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée ;

c) Présenter, de façon que l'Assemblée puisse les examiner à sa session ordinaire de 1938, des recommandations visant les méthodes les plus satisfaisantes pour la dévolution des tâches entreprises par l'Office jusqu'à la date de sa liquidation, compte tenu de la situation existant à cette date ;

2^o Prend acte des recommandations du Président par intérim au sujet de l'établissement des différentes catégories de réfugiés, notamment celles relatives au transfert des réfugiés arméniens dans la République d'Erivan et celles relatives à la situation des réfugiés arméniens établis en Syrie ;

Approuve, en faisant siennes les réserves formulées par la quatrième Commission, une subvention additionnelle de 200.000 francs suisses à l'Office international Nansen dans le but de faciliter le transfert et l'établissement en Amérique du Sud, de réfugiés de la Sarre résidant en France ;

3^o Recommande que les propositions suivantes du Président par intérim soient soumises aux gouvernements pour faire l'objet d'un examen attentif quant aux suites à donner :

a) Favoriser, pour autant que les circonstances le permettent, la naturalisation et l'absorption des réfugiés dans les pays où ils sont établis depuis de longues années ;

b) Emettre des timbres-poste avec surcharge pour aider l'Office Nansen à s'acquitter de sa tâche ;

c) Généraliser les principes de l'Accord franco-belge du 30 juin 1928.

Réfugiés (israélites et autres) provenant d'Allemagne.

L'Assemblée décide qu'un Haut Commissaire sera nommé jusqu'au 31 décembre 1938, en vue de liquider, dans toute la mesure possible, le problème des réfugiés provenant d'Allemagne, et que la mission du Haut Commissaire comportera, notamment, les tâches suivantes :

1° En ce qui concerne l'amélioration du statut juridique des réfugiés : démarches auprès des gouvernements, en vue d'obtenir leur adhésion à l'Arrangement provisoire du 4 juillet 1936, et préparation d'une Conférence intergouvernementale en vue de l'adoption d'une convention internationale relative au statut de ces réfugiés ;

2° En ce qui concerne les questions d'émigration et d'établissement définitif : encourager l'initiative des organisations privées ; seconder cette initiative par des négociations avec les pays de refuge, et faire étudier sur place, de concert avec le gouvernement intéressé, des projets concrets de colonisation et d'émigration toutes les fois que le besoin s'en fait sentir ;

3° Maintenir le contact avec les différentes organisations de caractère privé, notamment par l'entremise du Comité de liaison de caractère international déjà établi ;

4° Soumettre un rapport sur l'état des travaux à l'Assemblée lors de sa prochaine session ordinaire et, lors de sa session de 1938, présenter un rapport sur la situation des réfugiés à cette date et sur l'œuvre accomplie en vue de la liquidation du problème, ainsi que des propositions concrètes quant à l'avenir.

L'Assemblée décide d'accorder, afin de couvrir les frais administratifs afférents à l'activité du Haut Commissaire, pour l'année 1937, une somme de 82.500 francs suisses.

V.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour l'année se terminant le 29 juin 1936 :

Constata avec satisfaction les heureux résultats de l'application générale du système du timbre Nansen en France et espère qu'un système analogue sera adopté dans tous les pays ;

Prie à nouveau instamment les gouvernements de n'expulser un réfugié que s'il a obtenu un visa d'entrée dans un autre pays ;

Invite les gouvernements des pays d'immigration à continuer de coopérer avec l'Office, en l'informant des possibilités d'établissement sur leurs territoires ;

Et recommande aux gouvernements d'examiner les avantages qu'il y aurait à capitaliser les sommes qu'ils consacrent aux réfugiés et à mettre les crédits ainsi obtenus à la disposition de l'Office en vue de l'établissement des réfugiés.

VI.

L'Assemblée,

En vue de donner suite aux dispositions de la résolution IV ci-dessus :

1^o Nomme, en vertu de l'article 6 des statuts de l'Office international Nansen pour les réfugiés, M. Michael Hansson comme président du Conseil d'administration de l'Office jusqu'au 31 décembre 1938, et lui accorde un crédit de 5.000 francs suisses pour frais de représentation pour l'année 1937 ;

2^o Prie le Conseil de procéder, au cours de la présente session, à la nomination, jusqu'au 31 décembre 1938, d'un Haut Commissaire pour les réfugiés (israélites et autres) provenant d'Allemagne.

[Résolutions et vœux adoptés le 10 octobre 1936 (après-midi).]

* * *

Le 10 octobre 1936, le Conseil a nommé le Major-General sir Neill-MALCOLM, Haut Commissaire pour les réfugiés (israélites et autres) provenant d'Allemagne, jusqu'au 31 décembre 1938.

IX. RÉOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE ¹.

MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
ET PROBLÈMES S'Y RATTACHANT.

L'Assemblée,

Rappelant le vœu qu'elle a émis le 4 juillet 1936 ², ainsi que la résolution adoptée par elle le 8 octobre 1936 ¹ :

Adopte le rapport ci-dessus (document A.83.1936.VII) ;

Et décide de créer le comité prévu par ce rapport ³ pour étudier toutes propositions qui ont été ou seront formulées par les gouvernements concernant la mise en œuvre des principes du Pacte et les problèmes s'y rattachant.

S'inspirant de cette étude, le Comité fera aussitôt que possible un rapport indiquant les dispositions concrètes dont il recommande l'adoption en vue de la réalisation pratique du vœu précité du 4 juillet 1936.

Ce rapport sera soumis aux gouvernements des Etats membres de la Société des Nations pour servir de base aux décisions à prendre en cette matière.

Le Comité sera autorisé à proposer la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée, s'il le juge opportun.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1936 (matin).]

¹ La Commission générale spéciale avait été instituée en vertu d'une résolution adoptée par l'Assemblée le 8 octobre 1936, sur la recommandation du Bureau (voir page 41).

² Voir *Journal officiel*, supplément spécial n° 151, pages 65 et 66.

³ La Commission générale spéciale avait formulé au sujet de la composition de ce comité les propositions suivantes :

a) Qu'il fût composé des Membres ci-après de la Société :

Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Espagne, France, Grèce, Iran, Italie, Lettonie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Uruguay, Union des Républiques soviétiques socialistes.

b) Qu'il fût, en outre, donné au Comité ainsi constitué le pouvoir d'inviter à participer à ses délibérations, pour l'examen de telle ou telle proposition, tout autre Membre de la Société dont il apparaîtrait utile de recueillir l'opinion.

X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

I. COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le N° 6a) (Commission d'étude pour l'Union européenne),

Constate que les circonstances n'ont pas permis à cette Commission de se réunir depuis la dernière session ;

Décide, dans ces conditions, de renouveler, pour l'exercice prochain, le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 8 octobre 1936 (après-midi).]

2. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LA QUESTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LES PROBLÈMES S'Y RATTACHANT.

L'Assemblée,

Donnant suite au vœu adopté par l'Assemblée le 4 juillet 1936¹ ;

Vu les réponses des gouvernements des Membres de la Société à l'invitation qui leur a été adressée en vertu dudit vœu ;

Vu les déclarations qui ont été faites au sujet de la mise en œuvre des principes du Pacte, au cours de la discussion générale ;

Considérant que, parmi les problèmes qui se rattachent à la question de la mise en œuvre des principes du Pacte et qui, par conséquent, doivent être compris dans l'étude y relative, il y a lieu de mentionner le problème déjà envisagé par la Société des Nations de l'harmonisation ou de la coordination du Pacte avec d'autres traités à tendance universelle et visant la solution pacifique des différends internationaux, à savoir le Traité de renonciation à la guerre, signé à Paris le 27 août 1928, et le Traité de non-agression et de conciliation, signé à Rio de Janeiro le 10 octobre 1933 sur l'initiative de l'Argentine, traités qui, comme le Pacte de la Société des Nations, et au sens de son article 21, ont pour but d'assurer le maintien de la paix ;

Considérant qu'un autre problème déjà envisagé par la Société des Nations se rattache également à la question de la mise en œuvre des principes du Pacte, à savoir l'interdiction, en vertu des dispositions du Pacte, de la fourniture d'armes et de matériel de guerre aux belligérants — problème dont l'étude a été confiée par le Conseil à un comité spécial qui a suspendu ses travaux en raison du fait que l'Assemblée était saisie d'autre part de la mise en œuvre des principes du Pacte :

Décide de créer une Commission générale spéciale au sens de l'article 14 du Règlement intérieur, concernant la question de la mise en œuvre des principes du Pacte et tous les problèmes s'y rattachant, qui fera rapport à l'Assemblée en lui présentant ses recommandations sur les modalités de l'étude de ces problèmes.

[Résolution adoptée le 8 octobre 1936 (après-midi).]

¹ Voir *Journal officiel*, supplément spécial n° 151, pages 65 et 66.

XI. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

ELECTION DES SUCCESEURS DE MM. WALTHER SCHÜCKING, FRANK B. KELLOGG ET WANG CHUNG-HUI.

Conformément aux règles fixées dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, l'Assemblée et le Conseil ont élu MM. Åke HAMMARSKJÖLD, Manley O. HUDSON et CHENG Tien-Hsi comme juges à la Cour.

[Séance du 8 octobre 1936 (après-midi).]

XII. ÉLECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL

L'Assemblée désigne la BOLIVIE, la NOUVELLE-ZÉLANDE et la SUÈDE comme Membres non permanents du Conseil.

[Séance du 28 septembre 1936 (après-midi).]

XIII. ÉLECTION DE DEUX NOUVEAUX MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

En vertu des décisions du Conseil et de l'Assemblée créant à titre provisoire deux nouveaux sièges non permanents au Conseil (voir page 10), l'Assemblée a désigné la CHINE et la LETTONIE comme Membres non permanents du Conseil.

[Séance du 8 octobre 1936 (après-midi).]

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Seventeenth Ordinary Session

from September 21st to October 10th, 1936.

CONTENTS.

Resolutions adopted by the Assembly during its Seventeenth Ordinary Session, from September 21st to October 10th, 1936.

	Page
I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :	
1. Verification of Credentials	5
2. Appointment of an Agenda Committee	5
3. Appointment of the General Committee	5
II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK	7
III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE :	
1. Rules of Procedure of the Assembly	9
2. Composition of the Council : Provisional Creation of Two New Non-permanent Seats	10
3. Permanent Court of International Justice : Method of Election to the Three Seats vacated by M. Walther Schücking, Mr. Frank B. Kellogg and M. Wang Chung-Hui Participation in the Election of the Judges of a State which is not a Member of the League but is a Party to the Statute of the Court	11
4. Convention on Nationality signed on December 26th, 1933, at the Seventh International Conference of American States	11
5. International Repression of Terrorism	12
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :	
1. Work of the Health Organisation	13
2. Work of the Organisation for Communications and Transit	14
3. Economic and Financial Questions	14
4. Nutrition	16
5. Constitution, Procedure and Practice of the Committees of the League of Nations	18
V. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE :	
Reduction and Limitation of Armaments	19

VI.	RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE :	Page
1.	Financial Questions	20
2.	Contributions in Arrear	24
3.	Allocation of the Expenses of the League	25
4.	Composition of the Supervisory Commission	25
VII.	RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE :	
1.	Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs	27
2.	Traffic in Women and Children	28
3.	Child Welfare	29
4.	Penal and Penitentiary Questions	29
5.	Assistance to Indigent Foreigners	30
6.	International Relief Union	30
VIII.	RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE :	
1.	Mandates	32
2.	Work of the Intellectual Co-operation Organisation	32
3.	International Assistance to Refugees	36
IX.	RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE SPECIAL MAIN COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :	
	Application of the Principles of the Covenant of the League of Nations and Problems connected therewith.	40
X.	RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :	
1.	Commission of Enquiry for European Union	41
2.	Appointment of a Special Main Committee for the Question of the Application of the Principles of the Covenant of the League of Nations and Problems connected therewith	41
XI.	PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE :	
	Election of Successors to M. Walther Schücking, Mr. Frank B. Kellogg and M. Wang Chung-Hui	42
XII.	ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL	43
XIII.	ELECTION OF TWO ADDITIONAL NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL	43

RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Seventeenth Ordinary Session, from September 21st to October 10th, 1936.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

The Assembly appointed a Committee on Credentials which was constituted as follows :

M. TUDELA (Peru), *Chairman* ;
Mr. EDEN (United Kingdom) ;
M. LITVINOFF (Union of Soviet Socialist Republics) ;
M. DELBOS (France) ;
M. OSUSKÝ (Czechoslovakia) ;
M. POLITIS (Greece) ;
M. RÜSTÜ ARAS (Turkey) ;
Mr. JORDAN (New Zealand) ;
M. LIMBURG (Netherlands).

The Committee made three reports to the Assembly which approved them.

[*Meetings of September 21st (afternoon), September 23rd (afternoon) and October 8th (afternoon), 1936.*]

2. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee which was constituted as follows :

M. BECK (Poland), *Chairman* ;
M. PFLÜGL (Austria) ;
M. BOURQUIN (Belgium) ;
Mr. QUO Tai-Chi (China) ;
M. PAUL-BONCOUR (France) ;
M. FRANÇOIS (Netherlands) ;
M. BENAVIDES (Uruguay).

[*Meeting of September 22nd, 1936 (morning).*]

3. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly for its seventeenth ordinary session was constituted as follows :

- (a) The President of the Assembly ;
- (b) Six Vice-Presidents elected by the Assembly ;

- (c) The Chairmen of the seven main Committees of the Assembly (*ex-officio* Vice-Presidents of the Assembly) ;
- (d) The Chairman of the Agenda Committee ;
- (e) The Chairman of the Credentials Committee.

(a) *President.*

M. Carlos SAAVEDRA LAMAS (Argentine Republic) was elected President of the Assembly for its seventeenth ordinary session.

[*Meeting of September 21st, 1936 (afternoon).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*

The first delegates of France, the United Kingdom, Yugoslavia, Canada, the Union of Soviet Socialist Republics, Italy.

[*Meeting of September 24th, 1936 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and ex-officio Vice-Presidents of the Assembly.*

M. LIMBURG (Netherlands), M. VAN LANGENHOVE (Belgium), M. LANGE (Norway), M. GUANI (Uruguay), M. SCHMIDT (Estonia), M. MOTTA (Switzerland), Mr. BRUCE (Australia).

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its third meeting, M. BECK (Poland), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 22nd, 1936 (morning).*]

(e) *Chairman of the Credentials Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its third meeting, M. TUDELA (Peru), Chairman of the Credentials Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 22nd, 1936 (morning).*]

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

The Assembly appointed six main Committees and a special main Committee.

[*Meetings of September 22nd (morning), October 1st (morning) and October 8th (afternoon), 1936.*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

1. Rules of Procedure of the Assembly.
2. Composition of the Council : Provisional Creation of Two New Non-permanent Seats.
3. Permanent Court of International Justice.
 - (i) Method of election to the three seats vacated by M. Schücking, Mr. F. B. Kellogg and M. Wang Chung-Hui.
 - (ii) Participation in the Election of the Judges of a State which is not a Member of the League but is a Party to the Statute of the Court.
4. Convention on Nationality signed on December 26th, 1933, at the Seventh International Conference of American States.
5. International Repression of Terrorism.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Organisation for Communications and Transit.
3. Economic and Financial Questions.
4. Nutrition.
5. Constitution, Procedure and Practice of the Committees of the League of Nations.

Third Committee (Reduction of Armaments).

Reduction and Limitation of Armaments.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Financial Questions.
2. Contributions in Arrear.
3. Allocation of the Expenses of the League.
4. Composition of the Supervisory Commission.

Fifth Committee (Social Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Traffic in Women and Children.
3. Child Welfare.
4. Penal and Penitentiary Questions.
5. Assistance to Indigent Foreigners.
6. International Relief Union.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, etc.).

1. Mandates.
2. Work of the Intellectual Co-operation Organisation.
3. International Assistance to Refugees.

Special Main Committee.

Application of the Principles of the Covenant of the League of Nations and Problems connected therewith.

III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

I. RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

I.

The Assembly decides that the rule relating to the convening of the Finance (Fourth) Committee, established as an experiment by the Assembly's resolution of October 11th, 1933, shall be maintained for the session of 1937—namely :

“ The President of the Council, after consulting the Chairman of the Supervisory Commission, may convene the Finance Committee for a date preceding by not more than one week the first meeting of the ordinary session of the Assembly. The Committee shall be composed of the representatives accredited for the purpose by the Members of the League. It shall appoint its Chairman, who shall thereby become a member of the General Committee of the Assembly under the terms of Rule 7 of the Rules of Procedure. The establishment of the Committee shall be reported to the Assembly at the first plenary meeting of the Assembly.”

II.

The Assembly decides to amend its Rules of Procedure as follows :

(1) Paragraph 3 of Rule 5 is amended to read as follows :

“ 3. A Committee of nine members for the examination of the full powers shall be elected by the Assembly on the proposal of the President. The Committee shall appoint its own Chairman and Vice-Chairman. It shall report without delay.”

(2) Paragraph 1 of Rule 7 is amended to read as follows :

“ 1. The General Committee of the Assembly shall consist of the President of the Assembly, eight Vice-Presidents and the Chairmen of the main Committees of the Assembly, the Agenda Committee and the Committee for the examination of the full powers.

“ The Assembly may decide to add to the General Committee the Chairmen of other Assembly Committees and, in exceptional cases, other members.”

Paragraphs 2, 3 and 4 remain unchanged.

(3) A new rule, numbered 7(a), is inserted, reading as follows :

“ 1. An Agenda Committee shall be set up at the beginning of each session. It shall consist of seven members, who shall be appointed by the Assembly on the nomination of the President.

“ 2. The Committee shall elect its own Chairman and Vice-Chairman.

“ 3. The Committee shall consider applications for the inclusion of new questions in the agenda of the Assembly, and shall report to the Assembly thereon.

“ 4. Proposals for the mere reference to one of the main Committees of portions of the Report on the Work of the League shall be decided upon by the Assembly without previous reference to the Agenda Committee.”

III.

The Assembly adopts as an experiment the following procedure which, unless otherwise decided in the interval, shall have effect down to the termination of the ordinary session of 1939 :

“ Rule 7 (b).

“ 1. At the commencement of each session, the Assembly shall appoint a committee of eleven members whose duty shall be to nominate candidates for functions which carry with them a seat on the General Committee.

“ 2. The provisional President of the Assembly shall submit proposals to it regarding the composition of this Committee.

“ 3. The Members of the Assembly and the Committees shall retain the right to vote for persons other than those proposed by the above-mentioned Committee.”

[Resolutions adopted on October 10th, 1936 (morning).]

2. COMPOSITION OF THE COUNCIL : PROVISIONAL CREATION OF TWO NEW NON-PERMANENT SEATS.¹

The Assembly,

Having considered the report of the Committee appointed to study the composition of the Council (document A.9.1936.V) :

Approves the recommendation of the Committee for the provisional creation of two new non-permanent seats on the Council and, accordingly, declares that it is desirable that, for the period commencing with the election of the non-permanent Members of the Council at the Assembly's session of 1936, and ending with the election of the said non-permanent Members in the year 1939, the number of non-permanent seats on the Council should be provisionally increased to eleven ;

And considering that, in the opinion of the Committee appointed to study the composition of the Council, with which the Assembly agrees, “ it would be undesirable that a definitive solution of the problems connected with the composition of the Council should be postponed longer than is necessary ” :

Recommends that, so soon as circumstances permit, the Council will appoint and convene a small committee of experts to draw up proposals on the subject.

The Assembly instructs the Secretary-General to bring this resolution to the attention of the Council.

[Resolution adopted on October 1st, 1936 (morning).]

* * *

On October 2nd, 1936, the Council adopted a resolution creating provisionally two new non-permanent seats on the Council in accordance with the terms of the above resolution. The Assembly, on October 3rd, 1936, approved the Council's resolution, as required by Article 4 of the Covenant, and proceeded, on October 8th, 1936, to the election of the two additional non-permanent Members.¹

¹ See page 43.

3. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

- (i) *Method of Election to the Three Seats vacated by M. Walther Schücking, M. Frank B. Kellogg and M. Wang Chung-Hui.*¹
- (ii) *Participation in the Election of the Judges of a State which is not a Member of the League but is a Party to the Statute of the Court.*

I.

The Assembly, in agreement with the proposal of the Council,² decides as follows :

The two seats vacated through the death of M. Schücking and the resignation of Mr. Kellogg shall be filled by an election by *scrutin de liste*, at which the candidates nominated for those seats shall alone be eligible, and there shall be a separate election to fill the seat vacated by M. Wang, at which only the candidates nominated for that seat shall be eligible.

II.

The Assembly,

Having regard to the provisions of the third paragraph of Article 4 of the revised Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Having regard to the proposal of the Council :²

Decides that :

(1) If a State which is not a Member of the League but is a party to the Statute of the Court notifies the Secretary-General of its desire to participate in the election of members of the Court, such State shall *ipso facto* be admitted to vote in the Assembly ;

(2) At any election of members of the Court which may take place before January 1st, 1940, Germany, Brazil and Japan, being States which are not Members of the League but are parties to the Statute of the Court, if they notify their desire to do so to the Secretary-General, shall, as a provisional measure and without prejudging any question of principle, also be admitted to vote in the Council ;

(3) The Secretary-General is instructed to take the necessary measures to allow States which, though parties to the Statute of the Court, are not Members of the League of Nations to participate in the elections.

[Resolutions adopted on October 3rd, 1936 (morning).]

4. CONVENTION ON NATIONALITY SIGNED ON DECEMBER 26TH, 1933, AT THE SEVENTH INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES.

The Assembly,

Having examined the item of its agenda which relates to the Convention on Nationality signed on December 26th, 1933, at the Conference of American States at Montevideo ;

¹ For the results of the elections held by the Council and the Assembly on October 8th, 1936, see page 42.

² Resolution adopted by the Council on September 25th, 1936.

Being conscious of the importance for many States of the question of naturalisation in the relations of States with one another :

Calls the attention of the Members of the League of Nations to the fact that the Convention of Montevideo is open to accession by all States.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

5. INTERNATIONAL REPRESSION OF TERRORISM.

The Assembly,

Having taken cognisance of the second report of the Committee for the International Repression of Terrorism and of the two draft Conventions annexed thereto (document A.7.1936.V.) ;

Recognising the utility for the consolidation of peace of the conclusion of a convention for the prevention and punishment of terrorism ;

Considering, however, that the replies of the Governments regarding the draft drawn up by the Committee (documents A.24.1936.V and A.24(a).1936.V) and the discussions in the First Committee have shown that certain Governments feel doubts which it is desirable to remove :

Expresses the view that the contemplated convention, founding itself upon the principle that it is the duty of every State to abstain from any intervention in the political life of a foreign State, should have as its principal objects :

(1) To prohibit any form of preparation or execution of terrorist outrages upon the life or liberty of persons taking part in the work of foreign public authorities and services ;

(2) To ensure the effective prevention of such outrages and, in particular, to establish collaboration to facilitate early discovery of preparations for such outrages ;

(3) To ensure punishment of outrages of a terrorist character in the strict sense of the word which have an international character either in virtue of the place in which preparations for them were made or the place in which they were carried out, or in virtue of the nationality of those participating in them or their victims ;

Notes that certain Governments have disputed the advisability of creating an international criminal court, but that the trial of persons guilty of such outrages by such a court is felt by other Governments to constitute an alternative which, in certain cases, would be preferable to extradition or to prosecution, and that on this ground the second convention has been regarded by the latter Governments as valuable, even if it is not capable of securing general acceptance ;

Recommends that the Committee revise its conclusions regarding its two drafts in the light of the observations to be found in the Governments' replies or formulated in the course of the debates, in order that the Council may convene a diplomatic conference in 1937.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

I.

The Assembly,

Recognising the value of the Health Organisation's studies in the field of urban and rural housing :

Considers it would be advisable to extend the scope of these studies so that the various aspects of the problem may be studied as a whole ;

Requests the Council to invite the Economic, Financial and Health Committees and the International Labour Office to establish a suitable collaboration with a view to submitting to the next ordinary Assembly a general report on the question. This report would take into account the documentation already in the Health Organisation's possession and might contain proposals in regard to further studies.

II.

The Assembly,

Having examined the proposal submitted by the delegations of the Argentine, Bolivia, Chile, Colombia, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Haiti, Mexico, the Netherlands, Panama, Peru, Spain, Uruguay and Venezuela to the effect that a Conference on Rural Hygiene should be summoned for American countries :

Considers that, in view of the universal character of the technical activities of the League of Nations, it would be advisable to give effect to this proposal ; and

Requests the Council to examine, with the assistance of the competent technical organisations and of the International Labour Office, the possibility of giving effect to the proposal at a date which would allow of the Conference being adequately prepared.

III.

The Assembly,

Noting that the work of the Health Organisation is designed to assist in raising the standard of health of the urban and rural populations in the various continents and to contribute to the solution of important problems of the moment in the fields of public health and social welfare :

Approves the work of the Health Organisation ;

Approves the conclusions of the Rapporteur ;

And refers the suggestions contained in his report (document A.61.1936.III) to the Health Committee for consideration.

[Resolutions adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

2. WORK OF THE ORGANISATION FOR COMMUNICATIONS AND TRANSIT.

The Assembly :

Notes the work done by the Organisation for Communications and Transit during the year 1935/36 ;

Greatly appreciates the results achieved in the various spheres of activity of that Organisation and approves its work ;

Adopts the Second Committee's conclusions and refers to the Organisation for Communications and Transit for examination the suggestions contained in the Rapporteur's report (document A.78.1936.VIII).

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS.

I.

The Assembly,

Noting with satisfaction the joint declaration issued by the Governments of France, the United States of America and the United Kingdom on September 26th, 1936, and the adhesions thereto immediately given by several States ;

Recognising that this declaration harmonises with the recommendations made by the Economic Committee of the League of Nations in its recent Report on the Present Phase of International Economic Relations (document C.378.M.249.1936.II.B) ;

Considering that a concordant policy designed to re-establish a durable equilibrium between the economies of the various countries, to lay more solid foundations for the stability of economic relations and to promote international trade would effectively contribute to the consolidation of peace, the restoration of international order, the growth of world prosperity and the improvement of the standard of living of peoples :

Affirms the general desire of the States Members of the League to pursue the realisation of these objects and invites all States, whether Members of the League or not, to co-operate fully to that end ;

Urgently recommends all States, as an essential condition of final success, to organise without any delay determined and continuous action to ensure the application of the policy indicated above, to reduce excessive obstacles to international trade and communications, and in particular to relax and, as soon as possible, to abolish the present systems of quotas and exchange controls.

II.

The Assembly,

Considering that the time has now arrived when discussion of and enquiry into the question of equal commercial access for all nations to certain raw materials might usefully be undertaken with the collaboration of the principal States, whether Members or non-members of the League, having a special interest in the matter :

Decides to request the Council, when it thinks fit, to appoint a Committee composed, in suitable proportions, of members of the Economic and Financial Committees of the League of Nations together with other qualified persons, irrespective of nationality, to undertake the study of this question and report thereupon ;

Recognises that the choice of the raw materials to be considered should be at the discretion of the body thus appointed ;

Believes that the participation in the work of the Committee of nationals of the non-member as well as Member States specially interested would be desirable ;

Suggests that the Council should give attention to this consideration in reaching its decision ;

And instructs the Secretary-General to communicate the present resolution to the Governments of non-member States.

III.

The Assembly,

Considering that efforts to reduce the obstacles to the international circulation of capital must not have the effect of increasing fiscal fraud ;

Being of opinion that double taxation is both one of the causes of fiscal fraud and at the same time a serious obstacle to the development of international economic and financial relations ;

And holding that only concerted action based on specific agreements for international co-operation can ensure the accurate assessment and equitable allocation of taxes :

Requests the Fiscal Committee to pursue vigorously its work for the avoidance of double taxation as far as possible, and also its work on the subject of international fiscal assistance, in order to promote practical arrangements calculated as far as possible to put down fiscal fraud.

IV.

Whereas the development of international intercourse must necessarily be hampered unless it takes place simultaneously in every sphere—that is to say, not merely in the international trade in goods, but also in the circulation of capital and the movement of men ;

And whereas migration is at present at a standstill ;

The Assembly :

Notes with satisfaction that a Migration Commission, set up in the International Labour Organisation, has been convened for November to consider certain aspects of this serious question ;

Expresses its confidence that this Commission and the International Labour Office will frame practical suggestions capable of being immediately put into effect and thus contributing to the settlement of the economic and social difficulties already mentioned ;

Requests the Council to follow the work of the said Conference and to remain in touch in this connection with the International Labour Organisation, so that the appropriate organs of the League of Nations may, should occasion arise, contribute to that work ;

And decides to place the question of emigration on the agenda of its next ordinary session.

[Resolutions adopted on October 10th, 1936 (afternoon).]

4. NUTRITION.

I.

The Assembly :

Having considered the preliminary report of the Mixed Committee on Nutrition (document A.12.1936.II.B.) :

Takes note of the suggestions contained therein ;

And decides, in support of the current efforts to provide the peoples with an adequate supply of necessary foodstuffs, especially protective foods, to recommend the Governments :

(1) To encourage and support, in every possible way, the scientific study of nutrition problems with a view to ascertaining the optimum nutrition for each country, due consideration being given to differences of national economic structure, climate and available sources of supply ;

(2) To take all appropriate measures to ensure that the latest information about nutrition is included in the teaching of medical students, and that medical practitioners, medical officers of health, district nurses, etc., have such information constantly brought to their notice ;

(3) To conduct a vigorous policy of education on popular nutrition for the instruction of the general public in this subject ;

(4) To support the Health Organisation of the League of Nations, not only in the work of its technical committees, but also in its endeavours in the field of public health and preventive medicine, to promote the application of modern nutritional science for the benefit of the different age and occupational groups of the population ;

(5) To facilitate and promote international co-operation in education and propaganda and in the exchange of information, and, in particular, to encourage all appropriate international organisations to lend their help ;

(6) To consider what steps should be taken, whether at the public charge or otherwise, to meet the nutritional needs of the lower-income sections of the community, and, in particular, the means by which they might ensure that an adequate supply of food, especially safe milk, should be made available for expectant and nursing mothers, infants, children and adolescents ;

(7) To consider what further steps might be taken to meet the nutritional needs of adults, unemployed or otherwise, in distress ;

(8) With a view to giving the fullest possible effect to national propaganda and educational efforts for the improvement of popular nutrition :

To take all possible steps to make food supplies, and especially protective foods, available at prices within the reach, so far as possible, of all classes of the community, while, at the same time, safeguarding the interests of producers ;

To take steps to improve and cheapen the marketing and distribution of foodstuffs in both industrial and rural districts, and with these objects in view,

To encourage collaboration between co-operative and other forms of producers' and consumers' organisations ;

(9) With a view to assuring purity of food, and in the interest of public health, to promote, so far as possible, the international standardisation of the technical analysis and control of foodstuffs, and of the control of preparations sold primarily for their vitamin content, on the basis of the work being conducted on the standardisation of biological products ;

(10) To set up standards of reference and specifications for grading foods of all kinds according to quality ;

(11) To consider whether any modification of their general economic and commercial policy is desirable in order to ensure adequate supplies of foodstuffs, and, in particular, to assist the evolution of agricultural production in order to satisfy the requirements of sound nutrition ;

(12) In order, *inter alia*, to ascertain how far existing national dietaries fall short of the new standards of nutrition, to collect information on food consumption by families of different occupational groups at different income levels, as well as on the distribution of the population by family income ;

(13) To consider to what extent and by what means their national statistics of the supply and consumption of individual foods might be improved ;

(14) To assist the International Institute of Agriculture in collecting information regarding the supply, national consumption and prices of foodstuffs ;

(15) To co-ordinate the work done by different authorities which affects the nutrition of the people and, in the absence of a central authority, to set up a special body for this purpose, in order to secure unity of policy and direction.

* * *

Furthermore, the Assembly recommends the Governments concerned to give their full support to the Health Organisation in its enquiries into the widespread malnutrition which exists in the tropics and certain Far-Eastern countries.

II.

The Assembly,

In view of the provisional nature of the report submitted by the Mixed Committee on the Problem of Nutrition :

Decides to reappoint that Committee for one year, so that it can pursue its enquiries and, in particular, examine thoroughly the economic aspects of the problem of nutrition, and instructs it to submit a final report to the next Assembly, it being understood that the Committee, in so doing, will continue to co-operate with the International Labour Organisation, the International Institute of Agriculture in Rome and any other international bodies interested in the question.

III.

The Assembly,

Noting that National Nutrition Committees have been set up in various countries ;

Realising that it might be desirable to co-ordinate the activities of these committees internationally and to give their leaders an opportunity of comparing experiences ;

Suggests that the Council, after consultation of the Chairman of the Mixed Committee on the Problem of Nutrition, should arrange, if occasion offers, for exchanges of views among the representatives of these Committees on the problems with which they are all concerned.

[Resolutions adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

5. CONSTITUTION, PROCEDURE AND PRACTICE OF THE COMMITTEES OF THE LEAGUE OF NATIONS.

I.

The Assembly approves the new statutes of the Health Organisation approved by the Council at its meeting on September 26th, 1936.

II.

Whereas the Council noted, in the report of September 26th, 1936, concerning the framing of new statutes for the Communications and Transit Organisation, that the situation referred to in the Special Committee's report¹ makes it impossible to follow in every respect the guiding principles contained in the Assembly resolution of September 28th, 1935 ;

Being desirous, however, that the new statutes of the Organisation should, as far as possible, be based on the guiding principles mentioned above :

The Assembly agrees with the suggestion contained in the report adopted by the Council on September 26th, 1936.

It therefore requests the Council to convene a further meeting of the Special Committee, which should be asked to undertake a general re-examination of the statutes of the Organisation for Communications and Transit and to submit its proposals to the Council through the agency of the Rapporteur to the Council.

It empowers the Council to draw up and approve on its behalf the new statutes of the Organisation after examining the preliminary draft prepared by the Committee.

[Resolutions adopted on October 10th, 1936 (morning).]

¹ See *Official Journal*, June 1936, page 732.

V. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE.

REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS.

The Assembly,

Firmly convinced of the need of pursuing and accelerating the efforts made to bring about the reduction and limitation of armaments provided for in Article 8 of the Covenant :

Welcomes the action initiated by the French Government with a view to the early convocation at the most opportune date of the Bureau of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, and

Requests the Council to communicate to the Bureau and to the Governments of the countries represented on the Conference the present report (document A.64. 1936.IX) and the Minutes of the Third Committee's discussions.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE.

I. FINANCIAL QUESTIONS.

1. The Assembly, under Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the seventeenth financial period ended December 31st, 1935.

2. The Assembly,

Under Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes for the nineteenth financial period ending December 31st, 1937, the budget of expenditure of the League of Nations amounting to 29,184,128 Swiss francs, and the *net* budget of income amounting to 21,284,823 gold francs ;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*.

3. Subject to the proposals and amendments included in the present report, the Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted for its consideration (see Annex).

4. The Assembly :

Takes note of the reports of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1936 (documents A.11.1936.X and A.11(a).1936.X) and the report of the Consulting Actuary on the Third Valuation of the Fund (document A.13.1936) ;

Decides that, for the present, the Fund shall continue to be valued annually by the Consulting Actuary ;

Requests the Administrative Board to examine and report upon the effects of Article 19 of the Staff Pensions Regulations ;

Requests the Supervisory Commission to examine with a delegation of the Administrative Board the changes which might be made in the Fund's system of management, in order to take account of the views expressed in this report ;

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor ; and

Decides, having regard to Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, that the contribution of the League to the Staff Pensions Fund shall, for 1937, be 9% of the pensionable emoluments of the members of the Fund.

5. The Assembly appoints to the Administrative Board of the Staff Pensions Fund, for the period ending December 31st, 1939 :

As regular members :

Professor W. RAPPARD (Switzerland) ;

Mr. Francis T. CREMINS (Irish Free State) ;

Professor Harold CRAMER (Sweden).

As substitute members :

M. JAN DE MODZELEWSKI (Poland) ;
M. C. PARRA-PÉREZ (Venezuela) ;
M. C. VAN RAPPARD (Netherlands).

6. The Assembly adopts the present report of the Fourth Committee (document A.80.1936.X).

[Resolutions adopted on October 10th, 1936 (afternoon).]

* * *

Annex.

The conclusions of the reports of the Supervisory Commission relate to the accounts for the financial year 1935 ; budget and supplementary budget for 1937 ; amendments to the Financial Regulations (new Articles 33a and 33b and amendment to Article 16a ; pensions for members of the Permanent Court of International Justice ; recruitment and promotion (in the scale) of Members of Section ; carrying forward to the financial years 1936 and 1937 of certain credits in respect of the buildings ; payment to the budget of the Secretariat by States non-members of the League ; Staff Pensions Fund ; correspondents and temporary collaborators ; supplementary credits ; settlement of the Assyrians of Iraq.

These conclusions involve the adoption of the following new regulations or additions or amendments to existing regulations :

A. *Regulations for the Financial Administration of the League of Nations.*

Amendment to Article 16a.

Substitute for the last two sentences of the first paragraph of Article 16a, the following text :

“ 1. If such a proposal is received later than one month before the opening of the session or made during the session, it shall be dealt with as follows :

“ (a) It shall be submitted directly by the Secretary-General to the Supervisory Commission for a report upon its general financial consequences ;

“ (b) Unless, after considering the report of the Supervisory Commission, the Assembly or the Finance Committee, by a special resolution adopted by a two-thirds majority, decides to take it into consideration during the current session, the proposal shall be adjourned until the next session of the Assembly ;

“ (c) If it is decided to deal with the proposal during the current session, the ordinary procedure laid down for supplementary credits should be followed, with the exception that the voting of a credit by the Finance Committee shall require a two-thirds majority.”

New Article 33a.

“ 1. There shall be a special fund known as the Guarantee Fund which shall be administered and utilised as provided in the present article and may not be diverted from such use.

“ 2. (a) Where the Assembly, on a report from the Supervisory Commission, considers it to be probable that the actual expenditure under a chapter of a part of the budget concerning

the Secretariat or an autonomous organisation may be less than the total amount which it is desirable to vote in order to provide for all contingencies, it may :

“ (i) Vote the credits without reduction, and

“ (ii) Direct that part only of the total amount of the chapter shall be collected in contributions from the Members of the League and that the balance, if it should become necessary to spend it, shall be provided from the Guarantee Fund.

“ (b) Reductions of contributions may only be effected under sub-paragraph (a) to the extent to which they are covered by sums available in the Guarantee Fund.

“ 3. In the case of the Secretariat, the Guarantee Fund shall be drawn upon directly by the Treasurer. In the case of the autonomous organisations, the competent officials shall apply to the Secretary-General, who shall give effect to their requests.

“ 4. The application to the Secretariat and the autonomous organisations of the provisions of the present article is subject to the supervision provided for in Chapter X of the present Regulations.

“ 5. The Guarantee Fund shall be alimented by the sums which the Assembly shall decide to have paid into it. It shall not form part of the budget as referred to in Chapter III of the present Regulations and shall be administered as a distinct account. A statement showing the position of the Fund and audited by the Auditor shall be annexed to the annual accounts presented to the Assembly.

“ 6. (a) If the statement shows any withdrawals from the Guarantee Fund, the amounts withdrawn shall be made good to the Fund from the budget within two years from the date of their withdrawal, unless the Assembly otherwise decides.

“ (b) If, at the end of the financial year, the amounts shown in the statement as standing to the credit of the Guarantee Fund, together with any sums withdrawn from the Fund and still outstanding, exceed the amounts which the Assembly has decided from time to time to have paid into it, the amount of such excess shall be withdrawn from the Fund and treated as a receipt for that financial year.”

New Article 33b.

“ 1. There shall be a Reserve Fund, the object of which shall be to ensure that the expenses of the League of Nations are duly met within the limits of the budget voted by the Assembly.

“ 2. The Reserve Fund shall be constituted by : (a) the sums which are received from Members of the League in respect of financial periods anterior by two or more years to the current financial period ; (b) any other sums which the Assembly may cause to be paid into it ; and (c) any interest earned on the investments of the Fund.

“ 3. The Fund shall not be drawn upon except in virtue of express authorisation by the Supervisory Commission, which shall make a special report to the Assembly.

“ 4. The Reserve Fund shall be administered as a separate account. A statement showing the position of the Fund, audited by the Auditor, shall be submitted each year to the Assembly.”

B. Staff Pensions Regulations.

(i) Add to Article 1, at the end of paragraph 1, the following sentence :

“ For the purposes of the present Regulations, Registrars of the Permanent Court, other than the first holder of the office, shall be treated as officials of the Registry of the Court.”

(ii) After the words "seven years" in paragraph 1 of Article 1, substitute the following text :

" . . . and after a medical examination showing that the official is in good health, that he is free from any defect or disease likely to interfere with the proper discharge of his duties, and that there is no pathological personal or family history of, or definite predisposition to, any disease which might result in premature invalidity or premature death."

(iii) In paragraph 3, at (c), before the words "Deputy Registrar", add the words "the Registrar and".

C. *Regulations regarding the Granting of Retiring Pensions to Members of the Permanent Court of International Justice and to the Registrar* (Adopted by the Assembly on September 14th, 1929).

(i) In Article 6, first paragraph, omit the words "on the proposal of the Council".

(ii) Add new Article 7 as follows :

"The provisions of the present Regulations regarding the granting of a retiring pension to the Registrar of the Court shall only apply so long as the present Registrar (elected on February 3rd, 1922, re-elected on August 16th, 1929) remains in office.

"The conditions for the granting of a pension to future holders of the office shall be governed by the Staff Pensions Regulations (of the League of Nations), adopted by the Assembly on October 3rd, 1930, and by any amendments which have been or may be introduced in those Regulations."

D. *Administration of the Pensions Fund for the Members of the Permanent Court of International Justice : Regulations.*

1. To provide for the liabilities resulting from the carrying-out of the resolution adopted by the 1929 Assembly "concerning the Regulations governing the grant of pensions to the members and to the Registrar of the Court of International Justice", there shall be established, as from January 1st, 1937, a Pensions Fund which shall be administered separately from the other assets of the League and be applicable solely for the purpose provided for in the said resolution.

2. The Pensions Fund shall be alimented :

(a) By a capital of 343,135 florins out of the general surplus of the League in respect of the 1935 financial period ;

(b) By a sum of 45,000 florins already set aside for the purpose of judges' pensions ;

(c) By an annual amortisation payment of 80,766 florins during the years 1937-1951, to meet liabilities incurred in respect of judges in office and retired, as on September 1st, 1936 ;

(d) By an annual contribution of 6,215 florins during the period of service of each new judge elected after September 1st, 1936 ;

(e) By the interest earned by investment of the Fund.

3. The Secretary-General of the League of Nations shall be responsible for the custody of the Fund. The budgetary provision shall be paid by the Registrar to the Secretary-General at such times throughout the year as will be arranged between them, having regard to the necessity of meeting current pensions.

4. The investment of the Fund shall be made by the Secretary-General of the League, who shall take the advice of the Investment Committee of the Staff Pensions Fund, or of such other Committee as the Assembly may appoint for the purpose.

5. The Fund shall be valued at five-yearly or such shorter intervals as the Secretary-General may decide. The report on the valuation shall be presented to the Assembly through the Supervisory Commission.

6. (a) The Registrar shall calculate and make all payments due as pensions from funds to be supplied as provided for under Section 3.

(b) The calculation of the amount due as an annual pension shall be made by the Registrar and confirmed by the Secretary-General.

(c) The Secretary-General shall be responsible for the maintenance of all actuarial and investments records. Such records shall be open for inspection by the Registrar.

7. (a) The accounts and annual balance-sheets shall be prepared annually by the Secretary-General and shall be audited by the Auditor of the League of Nations, and his report thereon shall be communicated to the Supervisory Commission, the Council, the Registrar of the Court and all the Members of the League.

(b) The Registrar shall be responsible for the maintenance of separate accounts for all payments made by him on account of pensions, such accounts to be supplied to the Secretary-General. He shall, moreover, supply the Secretary-General with a monthly statement of expenditure.

8. The Secretary-General in collaboration with the Registrar shall make such administrative rules as may be necessary for the purpose of carrying out the administration of the Fund. These rules shall be submitted to the Supervisory Commission.

* * *

2. CONTRIBUTIONS IN ARREAR.

The Assembly,

Adopts the report of the Special Committee on Contributions in Arrear contained in document A.29.1936.X with the following amendment :

The last line of Paragraph No. 9 "Cancellation of Arrangements in Case of Default" (page 3 of the report) to read "The Committee recommends, therefore, that the cancellation clause should become operative as from January 1st, 1937" ;

Considering that, whilst the position as regards arrears of contributions has greatly improved, it is nevertheless necessary to maintain a vigilant attitude not only with regard to arrears but to the collection of current contributions ;

Decides to appoint a Special Committee on Contributions, consisting of the following members, to deal with all matters that may arise in connection with the collection of contributions and to report to the Assembly at its eighteenth ordinary session :

Count CARTON DE WIART (Belgium) ;
Sir Frederick PHILLIPS (United Kingdom) ;
M. C. J. HAMBRO (Norway) ;
M. Štefan OSUSKÝ (Czechoslovakia) ;
M. A. GUANI (Uruguay).

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (afternoon).]

3. ALLOCATION OF THE EXPENSES OF THE LEAGUE.

The Assembly approves for the years 1937, 1938 and 1939 the scale for the allocation of the expenses of the League annexed to the present resolution.

Scale of Allocation of League Expenses for 1937, 1938 and 1939.

States (French alphabetical order)	Units	States (French alphabetical order)	Units
		<i>Brought forward</i>	518
Afghanistan	1	Iraq	3
Union of South Africa	16	Iran	5
Albania	1	Irish Free State	10
Argentina	23	Italy	60
Australia	23	Latvia	3
Austria	10	Liberia	1
Belgium	19	Lithuania	4
Bolivia	2	Luxemburg	1
United Kingdom	108	Mexico	13
Bulgaria	4	Nicaragua	1
Canada	35	Norway	9
Chile	8	New Zealand	8
China	42	Panama	1
Colombia	5	Paraguay	1
Cuba	5	Netherlands	24
Denmark	12	Peru	5
Dominican Republic	1	Poland	32
Ecuador	1	Portugal	8
Spain	40	Roumania	19
Estonia	3	Salvador	1
Ethiopia	2	Siam	6
Finland	10	Sweden	19
France	80	Switzerland	17
Greece	7	Czechoslovakia	25
Guatemala	1	Turkey	10
Haiti	1	Union of Soviet Socialist Republics	94
Honduras	1	Uruguay	4
Hungary	8	Venezuela	4
India	49	Yugoslavia	17
	<hr/>		
<i>Carried forward</i>	518	TOTAL	923

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (afternoon).]

4. COMPOSITION OF THE SUPERVISORY COMMISSION.

Whereas, in virtue of the second and third paragraphs of Article 1 of the Financial Regulations, the members of the Supervisory Commission retiring at the end of 1936 — M. Osuský and M. Réveillaud — are not re-eligible ;

Whereas, in their respective capacities of Chairman and Rapporteur of the Supervisory Commission, M. Osuský and M. Réveillaud have rendered inestimable services both to the Commission and to the League of Nations as a whole ;

Whereas, by a decision adopted on October 3rd, 1930, the Supervisory Commission was requested " to deal with all future financial questions which may arise in connection with the new buildings " ;

Whereas the new buildings are not expected to be completed until 1937 ;

Whereas it is eminently desirable that, subject to the addition of a new member, the Supervisory Commission should continue, as at present composed, to perform the task entrusted to it by the 1930 Assembly ;

Whereas some amendment of Article 1 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations appears to be necessary in order that the Supervisory Commission shall at all times contain members having a sufficient practical experience of the financial administration of the League to ensure the continuity of the work of the Commission and the proper exercise by it of its task, while maintaining the principle of its renewal at regular intervals ;

The Assembly decides :

(1) To suspend the operation of paragraph 3 of Article 1 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations ;

(2) To maintain the existing membership of the Commission until the end of the financial year 1937, while adding a further member to be appointed at the present session ;

(3) To appoint a Committee of three members to consider what amendments it might be desirable to make in Article 1 of the Regulations and to report thereon to the Assembly at its next session.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (afternoon)].

* * *

On October 10th, 1936 (afternoon), the Assembly, in accordance with the terms of the above resolution, approved the following appointments proposed by the Fourth Committee :

Member of the Supervisory Commission :

M. Boris STEIN (Union of Soviet Socialist Republics).

Members of the Committee entrusted with the duty of considering what amendments it might be desirable to make in Article 1 of the Financial Regulations :

M. Harri HOLMA (Finland),

Mr. W. S. MORRISON (United Kingdom),

Professor. W. RAPPARD (Switzerland).

VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

I.

The Assembly,

Noting the decision, adopted by the Advisory Committee on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs at its twenty-first session (May 18th-June 5th, 1936), and approved by the Council on September 19th, 1936, to continue the studies and the collection of documentary material relating to the control of the cultivation of the opium poppy with a view to convening at as early a date as possible a conference for the purpose of drawing up a convention for the limitation of this raw material ;

Considering that the limitation of raw materials constitutes a decisive step in the campaign of the League of Nations against the abuse of narcotic drugs and a logical and necessary crowning of its efforts :

Recommends that all Governments shall furnish the Advisory Committee with every possible assistance in its preparatory work and particularly in the collection of the necessary information ;

Invites the Governments of the producing countries to communicate, before January 31st, 1937, the information requested in the questionnaire addressed to them by the Advisory Committee ;

Notes the decision of the Advisory Committee, as recorded in its report to the Council (document C.278.M.168.1936.XI), to examine at its next session the question of the creation of a Preparatory Committee for the purpose of establishing the principles which might serve as a basis for a convention ;

Expresses the hope that the Advisory Committee will consider the possibility of holding preliminary conferences as soon as practicable : one conference to be attended by representatives of the countries producing raw opium, which export this product to drug manufacturing countries, and by representatives of these manufacturing countries ; the other to be attended by representatives of the countries producing raw opium, which export this product to countries which have established a monopoly in respect of opium for smoking, together with the representatives of the monopoly countries ;

Recommends that a general conference should meet as soon as practicable after these preliminary conferences ;

Recommends that the preparatory work of the Advisory Committee and of the Secretariat shall be proceeded with as quickly as possible and should not be hampered by budgetary considerations.

II.

The Assembly,

Noting with keen satisfaction the conclusion of the Convention of 1936 for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs ;

Considering that the universal application of the Convention is a necessary condition of its efficacy :

Recommends all Governments to take as soon as possible all such steps as may be necessary for the ratification of this Convention in order that it may promptly have its full effect.

III.

The Assembly notes the report submitted by the Fifth Committee and adopts its conclusions (document A.63.1936.XI).

[Resolutions adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

2. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

I.

The Assembly,

Having taken cognisance of the present position regarding the Conference of Central Authorities in the East to be convoked in conformity with previous decisions of the Council and the Assembly of the League of Nations ;

Noting that the Conference will be held in February 1937, and that, on the invitation of the Netherlands Government, which the Assembly records with appreciation, it will take place at Bandoeng, Java ;

Noting further that the following Governments have agreed to participate in the Conference : the United Kingdom (Governments of Hong-Kong and Malaya), China, France, India, Japan, the Netherlands, Portugal, Siam and the United States of America (the last-named being represented by an observer) ;

Considering the importance to be attached to the following questions, forming the agenda of the Conference : closer collaboration between the central authorities in the East ; migration so far as it affects traffic in women and children ; closer collaboration between the authorities and private organisations ; the employment of women officials by authorities responsible for the welfare of women and children in the East ; the abolition of licensed or tolerated brothels in the East ; and the position of women refugees of Russian origin in that part of the world who have become, or are in danger of becoming, prostitutes :

Approves the proposed agenda, which it considers practical and in conformity with the matters raised in the report of the Commission of Enquiry into Traffic in Women and Children in the East ;

Expresses the hope that the important task of the Conference will be brought to a successful issue and that practical measures for combating traffic in women and children may result from its discussions ;

And sends to the Conference a message of greeting and of good wishes for a successful conclusion to its work.

II.

The Assembly takes note of the report submitted by the Fifth Committee and adopts its conclusions (document A.62.1936.IV).

[Resolutions adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

3. CHILD WELFARE.

I.

The Assembly,

Thanks the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People for the efforts it has made to improve the lot of children and young people ;

Suggests that, in view to better co-operation between the Advisory Committee on Social Questions¹ and other organisations dealing with different aspects of social questions, liaison should be established with other Commissions and Committees when questions likely to concern the Advisory Committee are being discussed.

II.

The Assembly,

Attaches particular importance to the decision of the Advisory Committee on Social Questions to draw up at its next session a " scheme of study "—that is to say, a programme of work ;

And is of opinion that one of the first points in its work should be a study of the more important solutions that have been found for the problem of the general organisation of child welfare in various countries.

III.

The Assembly,

Approves the interest displayed and the efforts made by the Advisory Committee on Social Questions in regard to the social aspect of the problem of nutrition,² and,

Considering that the study of the welfare of children living in urban communities and in rural districts is in many respects connected with the problem of nutrition :

Is of opinion that the Advisory Committee should deal in greater detail with the social aspects of this question in co-operation with the Mixed Committee on the Problem of Nutrition, particularly from the point of view of child welfare ;

Recommends the Advisory Committee to consider the utility of pursuing the study of these two questions, which supplement one another.

[Resolutions and Recommendation adopted on October 10th, 1936 (morning).]

4. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS.

The Assembly,

Having taken note of the Secretary-General's report on penal and penitentiary questions (document A.25.1936.IV) :

¹ By the Council's decision of September 26th, 1936, providing for the reorganisation of the " Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People ", this in future is to be known as the " Advisory Committee on Social Questions ".

² See also page 16.

Thanks the Governments for the reports that they have sent to the League this year (see document A.25.1936.IV), and requests them to continue to inform the League annually of any reforms that have been effected in their penal and prison systems;

Thanks the international technical organisations for their annual information on their work, and for their valuable co-operation in promoting the study of penal and penitentiary questions on international lines;

Instructs the Secretary-General to have recourse to the good offices of the International Penal and Penitentiary Commission asking it to institute, if necessary with the assistance of the League Secretariat, an enquiry

(a) Into the number of prisoners over eighteen years of age (separate figures being given for men and women) in the different countries at the nearest possible date to December 31st, 1936. By prisoners is meant persons deprived of their liberty (excluding those detained on account of mental or physical unfitness), whether

- (1) On remand, or awaiting trial,
- (2) Under judicial sentence, or
- (3) Detained and not included in the above categories;

Where possible, the figures should show the numbers of prisoners of each of these three categories;

(b) Into the measures taken in different countries during recent years with the object of reducing the number of prisoners.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

5. ASSISTANCE TO INDIGENT FOREIGNERS.

The Assembly,

Noting the work of the Committee of Experts on assistance to indigent foreigners and the execution of maintenance obligations abroad, at its second session in January 1936 (document C.94.M.37.1936.IV) :

Thanks the Committee for its efforts to improve the position of indigent foreigners by framing a second draft multilateral Convention on the basis of the observations of Governments;

Asks the Governments to send the Secretary-General, in conformity with his Circular Letter 118.1936.IV, dated July 13th, 1936, their observations on this second draft Convention by January 1st, 1937;

Requests the Council to take cognisance of these observations, and in the light thereof to decide whether or not it will be desirable to convene the Committee of Experts to study and report on the observations communicated by Governments and to take any other or further action which may seem appropriate.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

6. INTERNATIONAL RELIEF UNION.

The Assembly,

Having taken note of the report on the activities of the Executive Committee of the International Relief Union from January 1st to December 31st, 1935 (document A.26.1936.XII) :

Expresses its gratification at the useful work done by that organisation with a view to improving its means of action ;

Emphasises the value of the agreements concluded or contemplated with private organisations, as a method of increasing the efficacy of those means ;

Expresses the hope that the Executive Committee of the Union may, thanks to the authority that the Union has acquired, continue to exert its beneficent influence ;

And trusts that Governments will consider the possibility of intensifying the action of the International Relief Union by securing the appropriate co-operation.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

I. MANDATES.

The Assembly,

Having noted the activity of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council concerning the application of the principles laid down in Article 22 of the Covenant and in the texts of the mandates :

(a) Renews to them the expression of confidence voted by previous sessions of the Assembly, and pays a tribute to the results they have achieved thanks to a close and frank co-operation which it is essential to maintain ;

(b) Expresses its profound regret at the disturbances which have been going on in Palestine since April 1936, hopes that order will be promptly restored, and has full confidence in the impartiality of the enquiry instituted by the mandatory Power ;

(c) Expresses its appreciation of the efforts of the mandatory Power with a view to bringing forth the emancipation of Syria and Lebanon, has full confidence in its action to that effect, and hopes that the questions connected with the problem of emancipation will be equitably settled.

[Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).]

2. WORK OF THE INTELLECTUAL CO-OPERATION ORGANISATION.

I. *General Resolution.*

The Assembly is glad to note that the activities of the Intellectual Co-operation Organisation have been maintained and extended during the year 1935/36, despite circumstances which have often been very difficult, and that the programme carried out during the year, as well as that planned for 1936/37, is inspired by the constant desire to achieve work useful to the League of Nations, the States which belong to it, and intellectual workers themselves.

It approves the various reports which have been submitted to it, and particularly that of the International Committee on Intellectual Co-operation (document C.328. M.205.1936.XII) on the work of its eighteenth session, and that of the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation (document C.318. M.199.1936.XII), and thanks the Committee and the Governing Body for their systematic and persistent efforts.

The Assembly associates itself with the thanks offered by the International Committee on Intellectual Co-operation and the Council of the League of Nations to the Argentine, Hungarian and Spanish authorities and institutions for the generous assistance afforded by them to the work of intellectual co-operation on the occasion of the Buenos Aires and Budapest "Conversations" and of the ninth Permanent International Studies Conference held at Madrid.

In general, the Assembly warmly thanks the States which pay contributions to the International Institute of Intellectual Co-operation, thus giving a token of interest and confidence in its work, and affording the Institute moral encouragement and indispensable material assistance.

2. *Permanent Committee on Arts and Letters.*

The Assembly, noting the development of the "Conversations" organised by the Permanent Committee on Arts and Letters or under its auspices, and the interest evinced in these "Conversations" by a growing number of Governments, approves in its turn the proposal adopted by the Council on September 25th, 1936, to increase the number of members of that Committee from fourteen to eighteen, and inserts a supplementary credit of 5,050 Swiss francs for this purpose in the budget for the next financial period.

3. *Exact and Natural Sciences.*

The Assembly approves the programme of work prepared by the Committee of Scientific Experts, which met at Geneva on July 9th and 10th, 1936, hopes that it will be promptly carried into effect, decides to set up for this purpose the Permanent Scientific Committee requested by the experts, and, accordingly, decides that a supplementary credit of 10,000 Swiss francs be entered in the budget for the next financial year.

4. *Education.*

The Assembly, having noted the recommendation adopted on July 9th, 1936, by the Advisory Committee on League of Nations Teaching with regard to the proposal of the Swedish Broadcasting Corporation, recommended by the Ministries for Foreign Affairs of Denmark, Finland, Norway and Sweden, with a view, in particular, to the establishment of regular co-operation between the competent sections of the Secretariat on the one hand and the wireless broadcasting companies and adult education associations on the other, expresses the hope that the proposal will be carried into effect as soon and as widely as possible.

5. *Declaration on the Teaching of History.*

The Assembly hopes that the numerous States who have already approved the principles of the *Declaration on the Teaching of History*, adopted by the Assembly of the League of Nations at its sixteenth session, and since communicated to Governments by the Council of the League of Nations, will sign that document.

6. *Unemployment among Intellectual Workers.*

The Assembly, having taken cognisance of the plan prepared by the International Committee on Intellectual Co-operation to combat unemployment among intellectual workers :

Considers that the Committee's action in this sphere, conducted as arranged with the co-operation of the International Labour Office, may be of the greatest value to States ;

Approves the measures proposed and requests the Governments to facilitate their application to the best of their ability.

7. *Broadcasting and Peace.*

The Assembly expresses its satisfaction at the recent conclusion, under the auspices of the League of Nations, of an International Convention concerning the Use of Broadcasting in the Cause of Peace.

It is happy to note that this agreement was signed immediately on its conclusion by twenty States ;

And hopes that the number of acceding Governments will increase as rapidly as possible, thus ensuring the maximum effectiveness to the Convention.

8. *Fine Arts.*

The Assembly :

Asks the Secretary-General to transmit to the Governments the recommendations of the International Museums Office regarding International Art Exhibitions ;

Expresses the hope, in this connection, that the competent national administrations will be guided in practice by the principles laid down in these recommendations.

9. *Ethnographical and Historical Collection on the Origins of American Civilisation.*

The Assembly,

Approving the resolution adopted by the International Committee on Intellectual Co-operation at its eighteenth session, regarding the plan for an ethnographical and historical collection on the origins of American civilisation ;

Having also taken cognisance of the revised plan submitted by Ambassador Levillier, which it approves subject to its acceptance by the International Committee on Intellectual Co-operation ;

Having further been informed that the Governments of Ecuador, Mexico, Peru and Venezuela have offered to afford material support to the plan, that the Argentine Government offers to contribute a sum of 25,000 Argentine pesos per annum for the establishment of the collection, according to a plan and conditions of execution approved by it, and that the Faculty of Philosophy of Buenos Aires University has agreed to take charge of the Spanish edition :

Warmly thanks them for these generous contributions, and asks the Intellectual Co-operation Organisation and its Executive Committee to examine, as soon as possible, the plan ^{and} the conditions in which it is to be executed. A special session of the Executive Committee, assisted by experts, should be held for this purpose, the costs to be defrayed out of the credits at the disposal of the Secretariat of the Intellectual Co-operation Organisation for the current financial period.

The works are to be published in French and Spanish, under the supervision of the International Institute of Intellectual Co-operation in the case of the French edition, and of the Faculty of Philosophy of Buenos Aires University in the case of the Spanish edition.

The costs of the collection, which will serve as an intellectual link between America and the Old World, should be covered by the contributions already promised and by other contributions of Governments or institutions.

The Assembly urgently appeals to the Governments and institutions concerned to place the necessary funds at the disposal of the International Institute of Intellectual Co-operation.

10. *Intellectual Rights.*

The Assembly :

Notes that the International Institute of Intellectual Co-operation and the International Institute for the Unification of Private Law have fully carried out the

task entrusted to them by the sixteenth Assembly as regards the bringing into line of the Berne and Havana Conventions on Authors' Rights ;

Hopes that the texts prepared, in co-operation with Senator Antuña, President of the Inter-American Commission on Authors' Rights, will be approved both in Europe and America, and that the next revision of the Berne Convention will provide an occasion for the conclusion of a universal convention on authors' rights.

II. *Intellectual Co-operation Month at the 1937 Universal Exhibition.*

The Assembly, having been informed of the decisions taken by the International Committee on Intellectual Co-operation concerning the organisation of various manifestations of intellectual co-operation in July 1937, at Paris, in connection with the Universal Exhibition of Art and Technique in Modern Life ;

Warmly thanks the French Government and the General Commissioner of the Exhibition for their generous assistance ;

Expresses the opinion that the proposed meetings are likely not only to make intellectual co-operation more widely known, but to give important results ;

And, willingly acceding to the Council's wish, recommends these manifestations to the favourable attention of Governments, particularly the second General Conference of National Committees on Intellectual Co-operation, which should be attended by as large as possible a number of the representatives of these Committees.

12. *International Educational Cinematographic Institute.*

The Assembly approves the resolution of the International Committee on Intellectual Co-operation concerning the International Educational Cinematographic Institute's work. It once more emphasises the importance of the rôle assigned to that Institute by the Convention on the international circulation of films of an educational character, and expresses the hope that Governments would make full use of this Convention in encouraging exchanges of educational films likely to contribute to mutual comprehension between peoples.

13. *The League of Nations and Modern Means of spreading Information utilised in the Cause of Peace.*

The Assembly,

Emphasising once more the desirability of developing international co-operation and mutual understanding between nations ;

Having regard to the rapid contemporary development of the technical means of disseminating information ;

And considering that this development increases the possibilities of furthering the mutual exchange between nations of information relating to their respective institutions and cultures ;

(1) Is of opinion that this question might well be the subject of discussion at the next ordinary session of the Assembly ;

(2) To this end, invites the International Committee on Intellectual Co-operation to draw up, after such consultations as they may deem appropriate, detailed suggestions to form the basis of the Assembly's discussions ;

(3) And further invites the Secretary-General to report on the above-mentioned technical means of spreading information at the disposal of the competent sections of the Secretariat in order that the Assembly may consider at its next ordinary session whether such means are adequate or whether their further development is desirable.

[Resolutions adopted on October 10th, 1936 (morning).]

3. INTERNATIONAL ASSISTANCE TO REFUGEES.

I.

The Assembly,

Having examined, in the light of verbal explanations, the reports of the Acting President of the Governing Body of the Nansen International Office (document A.27.1936.XII) and of the High Commissioner for Refugees coming from Germany (document A.19.1936.XII) ;

Having taken into account the recommendations of the Committee for International Assistance to Refugees ;

Thanks the Committee for its valuable report (document C.2.M.2.1936.XII), and Judge Hansson and Sir Neill Malcolm for the work which they have done during their term of office.

II.

The Assembly,

Having weighed the many elements in the refugee problem ;

Having noted that, in pursuance of previous decisions of the Assembly and in conformity with the recommendations of the High Commissioner for Refugees coming from Germany, the organisations created by the League of Nations on behalf of refugees will terminate at the end of 1938 ;

Having taken account at the same time of the continuing difficulties of this problem and of the importance of ensuring as soon as possible a uniform regime of legal protection for the refugees :

Recommends the Governments concerned to adopt the Convention of October 28th, 1933, relating to the international status of refugees (document C.650(1).M.311(1).1933) and the Provisional Arrangement of July 4th, 1936, concerning the status of refugees coming from Germany (document C.362.M.237.1936.XII) ;

Recommends also that Governments concerned should participate in the negotiation of a Convention for the protection of the refugees from Germany ;

Considers, further, that the Assembly should, at the latest at its ordinary session in 1938, determine the general principles which, after that year, should govern the attitude of the League towards the refugee problem as a whole.

III.

The Assembly :

Is happy to note that Governments have in certain cases been able to extend to refugees in their territories more liberal treatment than is provided for in the relevant international agreements, and having heard, with appreciation, the declaration made

by the French delegation regarding recent measures adopted by the French Government in respect of refugees (legal status, joint committees, labour permits) ;

Expresses the hope that all Governments will adopt as liberal an attitude as possible towards refugees in their territories ;

Notes, on the other hand, that serious difficulties have been created by the practice adopted in certain countries of withdrawing protection from their nationals abroad ; and

Expresses the earnest hope that this practice may be discontinued.

IV.

The Assembly takes the following decisions in respect of the Nansen International Office and the High Commission for Refugees coming from Germany :

Nansen International Office.

The Assembly :

Has taken note of the previous decision of the Assembly that the Nansen Office should be liquidated within a specified time and according to fixed budgetary rules, and, in execution of this decision :

(1) Decides to appoint, until December 31st, 1938, a President of the Governing Body of the Nansen Office entrusted with the following duties :

(a) To carry on the administration of the Office, in accordance with the existing statute, until it has been liquidated, and to organise the activities of the Office during the period of liquidation, with the help of the technical services of the League of Nations ;

(b) To draw up at an early date and, if possible, to submit to the Council at its session in May 1937 a detailed scheme for the liquidation of the Nansen Office ; in any event, the report should be in the hands of Governments before July 31st, 1937, in order that the scheme may be considered at the next ordinary session of the Assembly ;

(c) To make recommendations, in time for consideration by the Assembly at its ordinary session in 1938, on the best method of allocating the tasks undertaken by the Office up to the date of its liquidation in the light of the situation existing at that time ;

(2) Notes the recommendations of the Acting President in regard to the settlement of different categories of refugees, especially those relating to the transfer of Armenian refugees to Erivan and to the position of the Armenian refugees settled in Syria ;

Approves, while accepting the reservations made by the Fourth Committee, an additional grant of 200,000 Swiss francs to the Nansen International Office for the purpose of facilitating the transfer and settlement in South America of Saar refugees residing in France ;

(3) Recommends that the following proposals of the Acting President should be brought to the notice of Governments for careful consideration :

(a) The encouragement, so far as circumstances permit, of the naturalisation and absorption of refugees in countries in which they have been resident for many years ;

(b) The issue of surcharged postage-stamps to assist the Nansen Office in its work ;

(c) The general application of the principles of the Franco-Belgian Agreement of June 30th, 1928.

Refugees coming from Germany (Jewish and Other).

The Assembly decides that a High Commissioner shall be appointed until December 31st, 1938, for the purpose of liquidating, so far as possible, the problem of refugees coming from Germany, and that the High Commissioner's duties shall include, in particular, the following :

(1) As regards the improvement of the legal status of refugees : to approach Governments in order to obtain their accession to the Provisional Arrangement of July 4th, 1936, and to prepare an intergovernmental Conference for the adoption of an international convention on the status of these refugees ;

(2) As regards questions of emigration and final settlement : to encourage initiative on the part of private organisations ; to support such initiative by negotiations with the Governments of the countries of refuge ; and, if necessary, to have definite plans for colonisation and emigration studied on the spot, in agreement with the Government concerned ;

(3) To maintain contact with the various private organisations, in particular through the Liaison Committee of an international character which has already been set up ;

(4) To submit an interim report to the Assembly at its next ordinary session, and, at its session of 1938, to present a report on the situation of the refugees at that moment and on the progress made towards the final solution of the problem, and definite proposals in regard to the future.

The Assembly decides to grant, for the administrative expenses of the High Commissioner for the year 1937, a sum of 82,500 Swiss francs.

V.

The Assembly,

Having taken note of the report of the Governing Body of the Nansen International Office for the year ending June 29th, 1936 :

Expresses appreciation at the satisfactory results of the general application of the Nansen stamp system in France, and hopes that a similar practice will be adopted in all countries ;

Again urges Governments not to expel refugees until they have obtained entrance visas for another country ;

Requests the Governments of the immigration countries to continue to co-operate with the Office by informing it of the possibilities of settlement in their territories ; and

Recommends Governments to consider the advantage of capitalising their expenditure on refugees and of placing such funds at the disposal of the Office for the settlement of refugees.

VI.

The Assembly,

In order to give effect to the provisions of resolution IV above :

(1) In accordance with Article 6 of the Statute of the Nansen International Office for Refugees, appoints Judge Hansson as President of the Governing Body of the Office until December 31st, 1938, and grants him a credit of 5,000 Swiss francs for representation allowance for the year 1937 ;

(2) Requests the Council to appoint, in the course of its present session, a High Commissioner for the Refugees coming from Germany (Jewish and other), until December 31st, 1938.

[Resolutions and recommendations adopted on October 10th, 1936 (afternoon).]

* * *

On October 10th, 1936, the Council appointed Major-General Sir Neill MALCOLM, High Commissioner for Refugees (Jewish and Other) from Germany until December 31st, 1938.

IX. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT
OF THE SPECIAL MAIN COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.¹

APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS
AND PROBLEMS CONNECTED THEREWITH.

The Assembly,

Recalling its recommendation of July 4th, 1936,² and its resolution adopted on October 8th, 1936 :¹

Adopts the foregoing report (document A.83.1936.VII) ; and

Decides to set up the committee proposed in this report ³ to study all the proposals which have been, or may be, made by Governments regarding the application of the principles of the Covenant and the problems connected therewith.

On the basis of this study, the committee will prepare a report, as soon as possible, indicating the definite provisions, the adoption of which it recommends with a view to giving practical effect to the above-mentioned recommendation of July 4th, 1936.

This report shall be submitted to the Governments of the States Members of the League of Nations to serve as a basis for the decisions to be taken in this matter.

The committee shall be authorised to propose a special session of the Assembly, should it consider it advisable to do so.

[*Resolution adopted on October 10th, 1936 (morning).*]

¹ The Special Main Committee was set up under the terms of a resolution adopted by the Assembly on October 8th, 1936, on the recommendation of its General Committee (see page 41).

² See *Official Journal*, Special Supplement No. 151, pages 65 and 66.

³ The Special Main Committee had made the following proposals regarding the composition of this Committee:

(a) That it should be composed of the following Members of the League:

Argentine, Austria, Belgium, Bolivia, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Bulgaria, Canada, Chile, China, Czechoslovakia, Colombia, France, Greece, Iran, Italy, Latvia, Mexico, Netherlands, New Zealand, Poland, Portugal, Roumania, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, Uruguay, Union of Soviet Socialist Republics.

(b) That the Committee thus constituted should be empowered to invite to take part in its discussions, during the consideration of any given proposal, any other Member of the League whose opinions it might seem desirable to ascertain.

X. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

I. COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly,

Having consulted its General Committee on the procedure to be followed with regard to the question appearing on the agenda for the session as Item 6(a) (Commission of Enquiry for European Union) :

Notes that circumstances have been such that the Commission has been unable to meet since the last session ;

And decides, such being the case, to renew the mandate of the Commission of Enquiry for European Union for the coming year and to place the question on the agenda for the next session of the Assembly.

[Resolution adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

2. APPOINTMENT OF A SPECIAL MAIN COMMITTEE FOR THE QUESTION OF THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS AND PROBLEMS CONNECTED THEREWITH.

The Assembly,

Acting upon the recommendation adopted by the Assembly on July 4th, 1936 ;¹

Having regard to the replies of the Governments of the Members of the League to the invitation extended to them in pursuance of that recommendation ;

Having regard to the statements that have been made concerning the application of the principles of the Covenant during the general discussion ;

Considering that among the problems which arise out of the question of the application of the principles of the Covenant, and which must therefore be covered by the enquiry into that subject, mention should be made of the problem, already considered by the League, of harmonising or co-ordinating the Covenant with other treaties of a universal tendency aiming at the pacific settlement of international disputes—that is to say, the Treaty for the Renunciation of War, signed at Paris on August 27th, 1928, and the Treaty of Non-Aggression and Conciliation, signed at Rio de Janeiro on October 10th, 1933, on the initiative of the Argentine Republic, which treaties fall within the scope of Article 21 of the Covenant and, like the Covenant, are designed to ensure the maintenance of peace ;

Considering that another problem already envisaged by the League of Nations is also connected with the question of the application of the principles of the Covenant—namely, the prohibition, in virtue of the provisions of the Covenant, of the supply of arms and war material to belligerents—a problem the study of which was entrusted by the Council to a Special Committee, which suspended its work owing to the fact that the Assembly was also dealing with the question of the application of the principles of the Covenant :

Decides to set up a Special Main Committee of the kind provided for in Rule 14 of the Rules of Procedure for the question of the application of the principles of the Covenant and all problems connected therewith, the Committee to report to the Assembly and submit its recommendations to the latter on the manner in which the study of these problems should be pursued.

[Resolution adopted on October 8th, 1936 (afternoon).]

¹ See *Official Journal*, Special Supplement No. 151, pages 65 and 66.

XI. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

ELECTION OF SUCCESSORS TO M. WALTHER SCHÜCKING, MR. FRANK B. KELLOGG AND M. WANG CHUNG-HUI.

In accordance with the rules laid down in the Statute of the Permanent Court of International Justice, the Assembly and the Council elected M. Åke HAMMARSKJÖLD, M. Manley O. HUDSON and M. CHENG Tien-Hsi judges of the Court.

[Meeting of October 8th, 1936 (afternoon).]

XII. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council BOLIVIA, NEW ZEALAND and SWEDEN.

[Meeting of September 28th, 1936 (afternoon).]

XIII. ELECTION OF TWO ADDITIONAL NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

In virtue of the decisions of the Council and the Assembly creating provisionally two new non-permanent seats on the Council (see page 10), the Assembly elected CHINA and LATVIA non-permanent Members of the Council.

[Meeting of October 8th, 1936 (afternoon).]

THE RECORDS OF THE SEVENTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1937. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page IV of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series : £2 or \$10.00 including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the Seventeenth and Eighteenth Ordinary Sessions of the Assembly.

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual Subscription (1935) <i>et seq.</i> (includ. index)	£3 15s.	\$18.75, post free.
1920 (all issues)	15s.	3.00
1921 " "	15s.	3.00
1922 " "	£3	12.00
1923 " "	£2 10s.	12.00
1924 " "	£2 10s.	12.00
1925 " "	£2 10s.	12.00
1926 " "	£2 10s.	12.00
1927 " "	£2 10s.	12.00
1928 " "	£2 10s.	12.00
1929-1934 (all issues, including index)	£3	15.00

The prices of the separate numbers vary according to size.

Subscriptions should begin with the January or the July issue.

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in English, French, German, Italian and Spanish.

Annual Subscription (English edition)	post free	8/-	\$2.00
(French, German, Italian or Spanish edition)	. . .	5/-	\$1.25

Subscriptions should begin with the January or the July issue.

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

- AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA**
(Union of)
Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.
- ALLEMAGNE — GERMANY**
Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN, W. S.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida, 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)**
H. A. Goddard, Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- AUTRICHE — AUSTRIA**
Manz'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt, 20, VIENNE, I.
- BELGIQUE — BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE — BOLIVIA**
Arnó Hermanos, Calle Illimani, N^{os} 10-20, LA PAZ.
- BRÉSIL — BRAZIL**
« Livraria Allema », Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & C^{ie}, Bd « Tsar Osvoboditel », N^o 8, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**
Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINE — CHINA**
Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, CHANG-HAI.
- COLOMBIE — COLOMBIA**
Libreria Voluntad, S. A., calle Real, 297-301, BOGOTÁ.
- CUBA**
La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**
Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**
Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.
- ÉGYPTE — EGYPT**
G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**
Libreria Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
Libreria Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.
- ESTONIE — ESTONIA**
Akadeemiline Kooperatiiv, Ülikooli Tänn, 15, TARTUS.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**
World Peace Foundation, 8, West 40th Street, NEW-YORK, N. Y., et 40, Mt. Vernon Street, BOSTON, Mass.
- FINLANDE — FINLAND**
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.
- FRANCE**
Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (V^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**
George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W. C. 1.
- GRÈCE — GREECE**
« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA — GUATEMALA**
Goubaud & Cia., Ltda., Sucesor, GUATÉMALA.
- HAÏTI — HAITI**
Librairie-Papeterie, M^{me} D. Visard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HONGRIE — HUNGARY**
Librairie Grill, Dorottya utca, 2, BUDAPEST.
- INDE — INDIA**
The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.
League of Nations (Indian Bureau), Improvement Trust Building, Esplanade Road, BOMBAY, I.
- INDES NÉERLANDAISES — NETHERLANDS INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTREVREDEN.
- IRLANDE (Etat libre d') — IRISH FREE STATE**
Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ISLANDE — ICELAND**
Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- ITALIE — ITALY**
S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 26, FLORENCE (114).
- JAPON — JAPAN**
League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKIO.
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura «Leta», Kr. Barona iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (Grand-Duché de) — LUXEMBURG (Grand-Duchy of)**
Librairie J. Schummer, place Guillaume, 5, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE — MEXICO**
Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Mirachi), Edificio «La Nacional», Avenida Juárez, 4, MEXICO, D. F.
- NORVÈGE — NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**
Messrs. Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.
- PANAMA**
Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, N^o 49, PANAMA.
- PARAGUAY**
Libreria Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo, 581, ASUNCIÓN.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.
- POLOGNE — POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Regele Carol I. BUCAREST, I.
- SUÈDE — SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**
Librairie Payot & C^{ie}, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.
Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, Zurich, I.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- TURQUIE — TURKEY**
Librairie Hachette, succursale de Turquie, 469, av. de l'Indépendance, Boite postale 2219, ISTAMBOUL.
- VENEZUELA**
Libreria Alejandro d'Empaire, Trapozos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.
- YOUgoslavIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**
Librairie Geca Kon S. A., 12, rue Knez Mihailov, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, Ilica, 30, ZAGREB.
Knjižarna «Schwentner», Presernova ulica, LJUBLJANA.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other Countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).